

Public Disclosure Authorized

ALGÉRIE



RAPPORT DE SUIVI DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE

Poursuivre l'effort
de diversification

Automne 2023



Public Disclosure Authorized

LA BANQUE MONDIALE
BIRD • IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE
Moyen-Orient et Afrique du Nord

Rapport de suivi de la situation économique en Algérie

Poursuivre l'effort de diversification

Automne 2023



Région Moyen-Orient et Afrique du Nord

© 2023 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/La Banque mondiale
1818 H Street NW
Washington, DC 20433
Téléphone : 202-473-1000

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent.

La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ni comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

Droits et autorisations

Le contenu du présent rapport fait l'objet de droits d'auteur. La Banque mondiale encourageant la diffusion de ses connaissances, ce rapport peut être reproduit, intégralement ou en partie, à des fins non commerciales, à condition que l'attribution de ce travail à la Banque mondiale soit pleinement respectée.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, s'adresser au Service des publications de la Banque mondiale : World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; courriel : pubrights@worldbank.org.

Photos de couverture utilisées avec la permission de Fly Of Swallow Studio/Shutterstock.com (haut), BkhStudio/Shutterstock.com (centre gauche), mehdi33300/Shutterstock.com (centre droite), et Leonid Andronov/Shutterstock.com (bas).

Conception de la mise en page : The Word Express, Inc

TABLE DES MATIÈRES

Liste des acronymes	v
Remerciements.....	vii
Résumé analytique	ix
Executive Summary.....	xi
ملخص تنفيذي	xiii
Chapitre 1: Développements économiques récents	1
La croissance dynamique hors-hydrocarbures se poursuit au S1-2023.....	1
La baisse de production du pétrole brut au S1-2023 contraste avec la hausse de celle du gaz naturel ..	4
La baisse des exportations d'hydrocarbures a réduit l'excédent du compte courant au S1-2023.....	5
La baisse des recettes des hydrocarbures exerce une pression sur le déficit budgétaire	6
L'inflation reste élevée en 2023, tirée par le prix des produits agricoles.....	9
Chapitre 2: Perspectives et risques	13
L'activité hors hydrocarbures continuera à soutenir la croissance	13
Les soldes budgétaires et extérieurs devraient se détériorer initialement, puis se stabiliser	14
La volatilité des prix du pétrole rappelle l'impératif de diversification économique.....	14
Annexe 1 : Analyses en finances publiques pour l'Algérie	17
1. Évolution des finances publiques algériennes, 2000 à 2022.....	17
2. Les dépenses budgétaires en fonction du cycle économique.....	19
3. La rigidité des dépenses publiques	20
Annexe 2 : Dernières sections spéciales des notes de suivi de l'économie algérienne	23
Bibliographie.....	27

Liste des figures

Figure 1	L'investissement a soutenu la croissance hors hydrocarbures au T1-2023...	2
Figure 2	...et les données d'éclairage nocturne suggèrent un dynamisme continu au T2-2023	2
Figure 3	Une activité industrielle dynamique a soutenu la croissance.....	2
Figure 4	...mais n'a pas permis une reprise de l'industrie manufacturière publique	2
Figure 5	L'écart de production est resté légèrement négatif en 2022.....	3
Figure 6	...tandis que le PIB réel pourrait rattraper sa trajectoire pré-pandémique en 2024	3
Figure 7	Les baisses des quotas de l'OPEP ont limité la production et les exportations de pétrole....	4
Figure 8	...tandis que la production de gaz a augmenté, malgré la baisse de la demande extérieure.....	4
Figure 9	Les prix du gaz ont bondi à la suite de la renégociation des contrats... ..	5
Figure 10	... le gaz naturel venant à représenter la majorité des exportations d'hydrocarbures	5
Figure 11	La chute des prix des exportations d'hydrocarbures a entraîné une baisse du compte courant au S1-2023.....	6
Figure 12	...et a été renforcée par une baisse des prix des exportations hors hydrocarbures	6
Figure 13	Les importations ont augmenté malgré la baisse des prix... ..	7
Figure 14	...l'augmentation de l'investissement domestique stimulant les importations d'équipements.	7
Figure 15	Des revenus des hydrocarbures en baisse exercent une pression sur les finances publiques... ..	8
Figure 16	...mais la dette publique n'a augmenté que modérément	8
Figure 17	Croissance du ratio recettes sur PIB hors hydrocarbures, 2000-2022.....	9
Figure 18	Croissance du ratio dépenses sur PIB hors hydrocarbures, 2000-2022.....	9
Figure 19	L'inflation est restée élevée, tirée par les produits agricoles frais.....	10
Figure 20	...malgré l'appréciation délibérée du dinar depuis juin 2022 pour limiter l'inflation importée..	10
Figure 21	La croissance de la liquidité a ralenti au T2-2022... ..	10
Figure 22	...avec une croissance limitée du crédit au secteur privé	10
Figure 23	Après des excédents budgétaires dans les années 2000, la baisse des recettes d'hydrocarbures a conduit à des déficits persistants dans les années 2010.....	18
Figure 24	...conduisant à une accumulation importante de dette publique intérieure	18
Figure 25	Les recettes budgétaires fluctuent principalement suivant celles d'hydrocarbures... ..	18
Figure 26	...qui dépendent principalement des prix à l'exportation.....	18
Figure 27	D'importants efforts de consolidation des dépenses ont été consentis dans les années 2000	19
Figure 28	Les dépenses sont moins cycliques en Algérie que dans la plupart des pays pairs	19
Figure 29	Les dépenses d'investissement sont procycliques, mais les dépenses courantes sont contracycliques	20
Figure 30	...par conséquent, la politique de dépenses a été acyclique.....	20
Figure 31	La rigidité budgétaire s'est accrue ces dernières années.....	21
Figure 32	... mais reste en dessous de la moyenne des pays pairs	21

Liste des encadrés

Encadré 1	Rattraper la tendance de croissance pré-pandémique.....	3
Encadré 2	La dynamique des finances publiques depuis 2020.....	8

LISTE DES ACRONYMES

AIE	Agence d'information sur l'énergie	JODI	Initiative conjointe sur les données
BdA	Banque d'Algérie	K, M, G	Millier, million, milliard
BM	Banque mondiale	kb/j	Milliers de barils par jour
BTU	Unité thermique britannique	MARS	Surveillance des ressources agricoles
DZD	Dinar algérien	Mb/j	Millions de barils par jour
EPE	Entreprises publiques économiques	MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord
EUR	Euro	MTEP	Millions de tonnes d'équivalent pétrole
EPT	Espace de programmation territorial	NEER	Taux de change effectif nominal
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture	OAIC	Office algérien interprofessionnel des céréales
FMI	Fonds monétaire international	OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
FRR	Fonds de régulation des recettes	ONS	Office national des statistiques
g.a.	Glissement annuel	OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
GNL	Gaz naturel liquéfié	PIB	Produit intérieur brut
GPL	Gaz de pétrole liquéfié	Pp	Points de pourcentage
IDE	Investissements directs étrangers	PSR	Programme spécial de refinancement
IPC	Indice des prix à la consommation	REER	Taux de change effectif réel
IPPI	Indices des prix à la production industrielle	TTF	Mécanisme de transfert de titres
ISMEE	Industries sidérurgiques, métallurgiques, mécaniques, électriques et électroniques	US\$	Dollar américain

REMERCIEMENTS

Le présent rapport de suivi de la situation de l'économie algérienne rend compte des principales évolutions et politiques économiques récentes. Il les replace dans un contexte global et de plus long terme, et il évalue les conséquences de ces évolutions et changements de politiques pour les perspectives de l'Algérie. Le rapport s'adresse à un large public, notamment aux décideurs politiques, aux chefs d'entreprise, aux acteurs des marchés financiers et à la communauté des analystes et professionnels travaillant en/sur l'Algérie. Le rapport est divisé en deux chapitres. Le chapitre 1 présente les développements macroéconomiques en Algérie sur l'année 2022 et le premier semestre 2023, tandis que le chapitre 2 décrit les perspectives à court et moyen terme de l'économie algérienne. **La date limite pour la prise en compte des données et la préparation des prévisions est le 22 septembre 2023.**

Le rapport de suivi de la situation de l'économie algérienne est le fruit du travail de la section Afrique du Nord et Moyen-Orient (MENA) du pôle d'expertise en Macroéconomie, commerce et investissement (MTI) du Groupe de la Banque mondiale.

Il a été préparé par Cyril Desponte, Amel Henider et Daniel Prinz, sous la direction d'Éric le Borgne et d'Abdoulaye Sy. Les auteurs tiennent à remercier Jesko Hentschel (directeur pays pour le Maghreb et Malte) et Kamel Braham (représentant résident pour l'Algérie) pour leurs précieuses observations durant la révision de ce rapport. L'équipe de la Banque mondiale remercie particulièrement le Ministère des Finances et le Ministère de l'Énergie de l'Algérie pour leurs commentaires sur le rapport avant sa publication.

Les constatations, interprétations et conclusions exprimées dans ce rapport sont celles du personnel de la Banque mondiale et ne reflètent pas nécessairement les vues du Conseil d'administration de la Banque mondiale, ou des pays que celui-ci représente. Pour des informations sur la Banque mondiale et ses activités en Algérie, y compris des copies électroniques de la présente publication, veuillez consulter le site <https://www.banquemondiale.org/fr/country/algeria>. Pour toute question ou observation sur le contenu de cette publication, veuillez prendre contact avec Cyril Desponte (cdesponte@worldbank.org) et Éric le Borgne (eleborgne@worldbank.org).

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Le PIB de l'Algérie a retrouvé son niveau pré-pandémique en 2022, tandis que les prix élevés du pétrole et du gaz ont permis d'améliorer sensiblement les soldes extérieur et budgétaire. Après une chute du PIB de 5,1 % en 2020, la production d'hydrocarbures a retrouvé son niveau de 2019 en 2021, tandis que la production hors hydrocarbures l'a retrouvé en 2022. Malgré cette reprise en niveau, le PIB n'a pas encore retrouvé sa trajectoire pré-pandémique. Les déficits du compte courant et budgétaire atteignaient en moyenne plus de 10% du PIB avant la pandémie, mais l'augmentation progressive des prix du pétrole et du gaz après 2020 a permis au déficit du compte courant de se réduire en 2021 et d'afficher un excédent record en 2022, alors que le déficit budgétaire atteignait son niveau le plus bas en dix ans, permettant de reconstituer les réserves de change et l'épargne du Trésor. Dans le même temps, l'inflation s'est accélérée de 2,4% en 2020 à 9,3 % en 2022, sous l'effet de la hausse des prix des produits alimentaires.

La reprise s'est poursuivie au S1-2023, bien qu'à un rythme plus modéré, soutenue par l'activité hors-hydrocarbures et l'investissement. La croissance du PIB a légèrement ralenti au cours du T1-2023 (+3,0% en g.a.), soutenue par une croissance hors-hydrocarbures robuste (+4,0% en g.a.) tirée par le dynamisme de l'investissement. Cela a stimulé les secteurs de la construction et de l'industrie, tandis que l'activité des services a ralenti suivant

la consommation privée, tout comme la production agricole dans un contexte de faible pluviométrie. Les données d'éclairage nocturne suggèrent une croissance hors hydrocarbures moins élevée mais toujours dynamique au T2-2023. Par ailleurs, la production d'hydrocarbures a connu une hausse modérée et les exportations ont diminué au S1-2023, la hausse de la production de gaz compensant la baisse volontaire des quotas de production de pétrole.

Les prix et les exportations de pétrole et de gaz naturel ayant baissé au S1-2023, les pressions sur les équilibres extérieur et budgétaire s'est accrue. Après que le compte courant ait enregistré un excédent de 19 G\$ US en 2022 (9,8 % du PIB), une baisse des exportations d'hydrocarbures de 7,7 G\$ US au S1-2023 par rapport au S2-2022, combinée à une reprise des importations d'équipements, l'a ramené à 2,9 G\$ US. Les réserves de change ont continué à augmenter, atteignant 17,2 mois d'importations à la fin-juin 2023. Après une réduction du déficit global du Trésor de 7,2 % du PIB en 2021 à 2,9 % en 2022, il est attendu qu'il se soit creusé au S1-2023. La baisse des recettes des hydrocarbures a dépassé l'augmentation des recettes fiscales, et la croissance des dépenses est demeurée élevée en raison de l'augmentation des salaires dans la fonction publique et celle des transferts, maintenant une pression sur l'investissement public. La dette publique a atteint 55,6 % du PIB à la fin 2022 et a augmenté au S1-2023, mais l'épargne du Trésor a également augmenté, réduisant ainsi les besoins de financement.

L'inflation reste élevée, atteignant 9,7% au S1-2023, désormais tirée par le prix des produits agricoles frais, principalement produits localement. Le prix de ces derniers a augmenté de 24,1% en g.a. dans le contexte d'un autre hiver sec, expliquant 43% de l'inflation au S1-2023. Après que la Banque d'Algérie ait mis fin à quatorze années consécutives de dépréciation au S2-2022 pour limiter l'inflation importée, le dinar s'est stabilisé au S1-2023. La politique monétaire est restée inchangée depuis l'augmentation du taux de réserves obligatoires en avril 2023, et la croissance de la masse monétaire a ralenti au T2-2023. La croissance du crédit au secteur privé est restée modeste, tandis que celle aux entreprises publiques s'est légèrement accélérée. Les salaires dans la fonction publique et les transferts ont augmenté à nouveau en 2023, dans le cadre du programme triennal de protection du pouvoir d'achat du gouvernement, tandis que le contrôle et la surveillance des prix des produits alimentaires par l'État se sont accrus.

La croissance devrait être plus élevée en 2024 et 2025, tandis que les soldes budgétaire et extérieur se stabiliseraient après une baisse initiale. La croissance du PIB atteindrait 2,6 % en 2024, la production d'hydrocarbures augmentant modérément suivant la reprise des quotas de l'OPEP et celle de la demande européenne en gaz. L'investissement demeurerait robuste grâce à la progression de grands projets et continuerait à soutenir l'activité industrielle, l'activité des services resterait dynamique et la production agricole devrait se redresser. L'inflation diminuerait progressivement en 2024 et 2025, grâce au retour à un niveau normal de pluviométrie et à une croissance plus modérée de la masse monétaire, des dépenses publiques et des prix à l'importation. Après une contraction en 2023, la balance du compte courant resterait positive en 2024 et 2025, les volumes exportés et importés se stabilisant. Sous l'effet de la baisse des recettes d'hydrocarbures et de l'augmentation des dépenses courantes, le déficit budgétaire se creuserait en 2023 et 2024 avant de se résorber. Le ratio dette publique sur PIB augmenterait modérément, l'épargne pétrolière finançant partiellement les déficits budgétaires.

Les perspectives macroéconomiques demeurent tributaires des prix volatiles des hydrocarbures, et le contexte régional souligne la réalité des risques climatiques auxquels l'Algérie est également exposée. Les autorités ont constitué davantage de réserves de change et d'épargne pétrolière, renforçant la résilience à moyen terme de l'économie algérienne, tandis que l'augmentation des prix du gaz et la hausse des prix du pétrole au cours du S2-2023 pourraient prolonger la manne des hydrocarbures. Néanmoins, les risques de déséquilibres macroéconomiques structurels restent importants car le PIB, les exportations et les recettes budgétaires demeurent sensibles aux prix mondiaux du pétrole, générant des risques haussiers et baissiers pour les perspectives de croissance, les équilibres extérieurs et les finances publiques, dans un contexte géopolitique mondial incertain. Enfin, les phénomènes naturels extrêmes récents dans la région, ainsi que l'expérience algérienne, soulignent les risques que ceux-ci font peser sur le secteur agricole et les perspectives économiques du pays.

Ces risques soulignent l'importance de l'amélioration durable des équilibres macroéconomiques, et de la poursuite des efforts visant à encourager l'investissement privé, la croissance et la diversification. La diversification des recettes d'exportation hors-hydrocarbures et l'attraction des investissements étrangers amélioreraient la résilience externe face aux fluctuations des prix du pétrole et du gaz. Sur le plan budgétaire, la rigidité des dépenses courantes contraste avec la volatilité des recettes venant des hydrocarbures, générant une forte incertitude. Cela souligne l'importance de la mobilisation accrue des recettes fiscales et d'une meilleure efficacité des dépenses, notamment celle de l'investissement public. En cohérence avec le Plan d'Action du Gouvernement de 2021, l'accélération de la mise en œuvre des réformes visant à stimuler l'investissement privé et à permettre au secteur privé formel de devenir le moteur d'une croissance durable et diversifiée demeure essentielle à la performance et à la résilience de l'économie algérienne.



EXECUTIVE SUMMARY

Algeria's GDP recovered to its pre-pandemic level in 2022, while high oil and gas prices allowed for marked improvements in its external and fiscal balances. After GDP fell by 5.1 percent in 2020, hydrocarbon output recovered to its 2019 level in 2021, while nonhydrocarbon output recovered in 2022. Despite this recovery in levels, however, GDP is yet to return to its pre-pandemic trend. The current account and fiscal deficits averaged over 10 percent prior to the pandemic, but as oil and gas prices gradually increased after 2020, Algeria's current account deficit narrowed in 2021 and posted a record surplus in 2022, while its fiscal deficit shrunk to its lowest level in a decade, allowing for a replenishment of foreign exchange reserves and budget savings. Meanwhile, inflation accelerated from 2.4 percent in 2020 to 9.3 percent in 2022, driven by food prices.

The recovery continued during the first half of 2023, albeit at a slower pace, supported by nonhydrocarbon activity and investment. GDP growth decelerated slightly in Q1-2023 (+3.0 percent y-o-y), supported by robust non-hydrocarbon growth (+4.0 percent y-o-y) driven by strong investment spending. While this stimulated the construction and industrial sectors, services activity slowed in line with private consumption, while agricultural output was subdued amid droughts. Nightlights data suggests lower but continued dynamic non-hydrocarbon growth in Q2-2023. On the other hand, hydrocarbon production increased moderately, and exports fell in H1-2023, as higher gas output offset declining oil production, amidst lower OPEC quotas.

Oil and natural gas prices and exports declined in H1-2023, adding pressure on external and fiscal balances. After the current account posted a US\$ 19 billion surplus in 2022 (9.8 percent of GDP), a US\$ 7.7 billion decline in hydrocarbon exports in H1-2023 relative to H2-2022, combined with a recovery in equipment imports, reduced it to US\$ 2.9 billion. Foreign exchange reserves kept rising, reaching 17.2 months of imports at end-June 2023. After the fiscal deficit narrowed from 7.2 percent in 2021 to 2.9 percent in 2022, it is expected to be widening again in H1-2023, as declining hydrocarbon budget revenues outweigh increasing tax revenues, and spending growth remains elevated due to civil service wage increases and higher transfers, maintaining pressure on public investment. Public debt reached 55.6 percent of GDP at end-2022 and increased in H1-2023, but so did Treasury savings, reducing the financing gap.

Inflation remained elevated, reaching 9.7 percent in H1-2023, now driven by fresh food prices, mostly produced domestically. The prices of the latter increased by 24.1 percent y-o-y, amidst another dry winter, making up 43 percent of H1-2023 inflation. After the Bank of Algeria put an end to fourteen consecutive years of depreciation in H2-2022 to curb imported inflation, the dinar stabilized in H1-2023. Monetary policy has remained unchanged since the reserve requirement was increased April 2023, and money supply growth tapered in Q2-2023. Credit growth to the private sector remained subdued, while that to SOEs accelerated slightly. As part of the government's

purchasing power protection program, civil service wages and transfers are increasing again in 2023, along with state control and scrutiny over food prices.

Growth is expected to recover in 2024 and 2025, while the fiscal and external balances would stabilize after an initial drop.

GDP growth would increase to 2.6 percent in 2024, with hydrocarbon output growing moderately as OPEC quotas and European gas demand recover. Investment growth would remain robust as large investment projects move forward, and keep supporting industrial activity, service activity would remain dynamic, and agricultural production would recover. Inflation is expected to decline gradually in 2024 and 2025 owing to a return to normal rainfall and more moderate growth in money supply, public spending, and import prices. After it shrinks in 2023, the current account balance would remain positive in 2024 and 2025, as export and import volumes stabilize. Driven by lower hydrocarbon revenues and higher current spending, the fiscal deficit is expected to widen in 2023 and 2024 before narrowing. The public debt-to-GDP ratio would increase moderately, with oil savings partially financing the fiscal deficits.

The macroeconomic outlook hinges on volatile hydrocarbon prices, and the regional context underscores the reality of the climate risks to which Algeria is also exposed. Authorities have built more foreign exchange reserve and oil savings, which strengthened the medium-term resilience of the

Algerian economy, while higher gas prices and rising oil prices in H2-2023 could extend the hydrocarbon windfall. Nonetheless, the risks of structural macroeconomic imbalances remain large, as GDP, exports and budget revenues remain sensitive to global oil prices, generating both upside and downside risks for Algeria's growth, external and public finance outlook, amidst an uncertain global geopolitical context. Lastly, recent extreme natural events in the region, together with Algeria's own experience, highlight the risks that they pose for the country's agricultural sector and economic outlook.

These risks underscore the importance of sustainably improving macroeconomic balances, while continuing efforts to foster private sector-led investment, growth, and diversification.

Diversifying export revenues away from hydrocarbons and attracting foreign investment would improve Algeria's resilience to oil and gas price fluctuations. On the fiscal front, higher spending rigidity contrasts with volatile hydrocarbon revenues, generating significant uncertainty. This underlines the need to raise more tax revenues and strengthen spending efficiency in an equitable way, notably that of public investment. Consistent with the 2021 Government Action Plan, continued implementation of reforms to stimulate private investment and enable the formalized private sector to become the engine of sustainable and diversified growth remains essential to the performance and resilience of the Algerian economy.

ملخص تنفيذي

الصرف في الزيادة، حيث وصلت إلى 17.2 شهر من الواردات في نهاية جوان 2023. بعد انخفاض العجز الإجمالي للخرينة من 7.2% من الناتج المحلي الإجمالي في عام 2021 إلى 2.9% في عام 2022 إلا أنه من المتوقع أن يرتفع العجز مرةً أخرى في النصف الأول من عام 2023 وذلك لأن إيرادات قطاع المحروقات انخفضت بنسبة تفوق الزيادة في الإيرادات الجبائية، وظل نمو الإنفاق مرتفعاً بسبب الزيادات في رواتب الوظيف العمومي والتحويلات، هذه العوامل مجتمعة ساهمت في الحد من الاستثمار العمومي. بلغ الدين العمومي 55.6% من الناتج المحلي الإجمالي في نهاية عام 2022 وارتفع في النصف الأول من عام 2023، لكن مدخرات الخزينة زادت أيضاً مما قلل من الاحتياجات التمويلية.

لا يزال التضخم مرتفعاً، حيث وصل إلى 9.7% في النصف الأول من عام 2023، و يُعزى الأمر حالياً إلى أسعار المنتجات الزراعية الطازجة وبشكل أخص المحلية منها. ارتفعت أسعار هذه المنتجات بنسبة 24.1% سنوياً بعد شتاءٍ آخر جاف، مما يفسر 43% من التضخم في النصف الأول من 2023. في النصف الثاني من عام 2022 وبعد أن استطاع بنك الجزائر الحد من انخفاض قيمة العملة والتي استمرت أربعة عشر عاماً نتيجة التضخم المستورد، أسفر عن هذه الخطوة استقرار الدينار الجزائري في النصف الأول من عام 2023. لم يطرأ أي تغيير على السياسة النقدية منذ زيادة نسبة متطلبات الاحتياطي في أبريل 2023، وتباطأ نمو التدفق النقدي في الربع الثاني من عام 2023. وظل نمو الائتمان الممنوح للقطاع الخاص متواضعاً في حين تسارع نمو الائتمان الممنوح للمؤسسات العمومية بشكل طفيف. كما سيتم زيادة رواتب الوظيف العمومي والتحويلات الاجتماعية مرة أخرى في عام 2023 في إطار البرنامج الحكومي لحماية القدرة الشرائية، ذلك بجانب تشديد مراقبة الحكومة والسيطرة على أسعار المواد الغذائية.

ومن المتوقع أن يكون النمو أعلى في عامي 2024 و2025، في حين تستقر أرصدة الميزانية و المبادلات الخارجية بعد الانخفاض الذي شهدته في عام 2023. وسيصل نمو الناتج المحلي الإجمالي إلى 2.6% في عام 2024 وذلك تزامناً مع زيادة إنتاج قطاع المحروقات بشكل معتدل بعد تحسن الطلب الأوروبي على الغاز وحصص أوبك. ومن المتوقع أيضاً أن يحافظ الاستثمار على قوته بفضل التقدم المحرز في المشاريع الكبرى، وأن يستمر في

استطاع الناتج المحلي الإجمالي للجزائر أن يسترجع مستواه لما قبل الجائحة في عام 2022، بينما ساعدت أسعار النفط والغاز المرتفعة في تحسين الأرصدة الخارجية والميزانية بشكل كبير. بعد انخفاض الناتج المحلي الإجمالي بنسبة 5.1% في عام 2020، عاد إنتاج المحروقات إلى مستوى عام 2019 في عام 2021، بينما استعاد الإنتاج خارج المحروقات مستواه في عام 2022. وعلى الرغم من هذا الانتعاش في المستوى، لم يستعيد بعد الناتج المحلي الإجمالي المسار الذي كان عليه ما قبل الجائحة. وبلغ معدلي العجز في الحساب الجاري والميزانية أكثر من 10% من الناتج المحلي الإجمالي قبل الوباء، ولكن ارتفاع أسعار النفط والغاز تدريجياً بعد عام 2020، ساعد على تخفيف العجز في الميزان التجاري في عام 2021 وتحقيق فائض قياسي في عام 2022، بينما انخفض عجز الميزانية إلى أدنى مستوى له منذ عشر سنوات، مما دعم إحتياطيات الصرف ورسيد المدخرات. في الوقت نفسه، أدى ارتفاع أسعار المواد الغذائية إلى ارتفاع نسبة التضخم من 2.4% في عام 2020 إلى 9.3% في عام 2022. استمر الانتعاش الإقتصادي في النصف الأول من عام 2023 وإن كان بوتيرة أبطأ، وذلك بفضل نشاط قطاع خارج المحروقات والاستثمار. خلال الربع الأول من عام 2023 تراجع نمو الناتج المحلي الإجمالي قليلاً (+3.0% سنوياً)، مستنداً على النمو القوي لإنتاج قطاع خارج المحروقات (+4.0% سنوياً) بسبب الاستثمار النشط. حفز ذلك قطاعات البناء والصناعة، في حين تباطأ نشاط الخدمات تالياً الاستهلاك الخاص والإنتاج الزراعي في ظل الجفاف وقلة الأمطار. أن البيانات الصادرة عن الإضاءة الليلية تشير إلى نمو بوتيرة أبطأ خلال الربع الثاني من عام 2023. من ناحية أخرى، شهد إنتاج قطاع المحروقات ارتفاع نسبي، وانخفضت الصادرات في النصف الأول من عام 2023، بحيث أن الزيادة في إنتاج الغاز قامت بتعويض الانخفاض الطوعي في حصص إنتاج النفط.

مع انخفاض أسعار وصادرات النفط والغاز الطبيعي في النصف الأول من عام 2023 زاد الضغط على الميزانية والميزان الخارجي. بعد أن سجل الحساب الجاري فائضاً قدره 19 مليار دولار أمريكي في عام 2022 (9.8% من الناتج المحلي الإجمالي) إلا أنه عاد وانخفض إلى 2.9 مليار دولار أمريكي، ويعزى السبب إلى انخفاض صادرات المحروقات بمقدار 7.7 مليار دولار أمريكي في النصف الأول من عام 2023 (مقارنة بالنصف الثاني من عام 2022) وإلى استئناف استيراد المعدات والآليات. استمرت إحتياطيات

كبير بأسعار النفط العالمية مما يولد مخاطر ايجابية او سلبية على آفاق النمو وعلى المالية العامة و التوازنات الخارجية ، في سياق جيوسياسي عالمي غير مستقر. وأخيرا، فإن الظواهر الطبيعية الحادة التي شهدتها المنطقة مؤخرا، إضافة الى تجربة الجزائر مع هذه الظواهر، تسلط الضوء على المخاطر التي يمكن أن تسببها هذه التغييرات الطبيعية على القطاع الزراعي و الاقتصادي للبلاد.

تؤكد هذه المخاطر على أهمية الإستدامة في تعزيز التوازن في الاقتصاد الكلي، بجانب التأكيد على دور القطاع الخاص في قيادة الاستثمار وتعزيزه وتنويعه. إن من شأن تنويع الإيرادات من الصادرات خارج المحروقات وجذب الاستثمار الأجنبي القدرة على تعزيز صمود الاقتصاد الجزائري أمام التقلبات في أسعار النفط والغاز. وعلى صعيد المالية ، تتناقض صلابة النفقات الجارية مع تقلب إيرادات النفط والغاز، مما يولد قدرا كبيرا من تقلب. وهذا يؤكد الحاجة إلى جمع المزيد من الإيرادات الجبائية وتعزيز كفاءة الإنفاق ، ولا سيما الاستثمار العام. وتماما مع مخطط عمل الحكومة لعام 2021، فإن مواصلة تنفيذ الإصلاحات الرامية إلى تحفيز الاستثمار الخاص وتمكين القطاع ليكون المحرك الأساسي للنمو المستدام والمتنوع يبقى ضرورياً لصمود الاقتصاد الجزائري وادائه الفعّال.

دعم النشاطات الصناعية، وأن يظل قطاع الخدمات نشيطاً، التعافي المتوقع للإنتاج الزراعي. ومن المتوقع أن ينخفض التضخم تدريجياً في عامي 2024 و2025، وذلك بفضل العودة إلى المستوى الطبيعي من الأمطار والنمو المعتدل في التدفق النقدي والإنفاق العام وأسعار الواردات. وبعد الانكماش في عام 2023، سيظل رصيد الحساب الجاري إيجابيا في عامي 2024 و2025، مع استقرار أحجام الصادرات والواردات.. وبتأثير انخفاض إيرادات المحروقات وزيادة النفقات الجارية، من المتوقع أن يتسع عجز الميزانية في عام 2023 و 2024 قبل أن ينخفض. وستظل نسبة الدين العمومي إلى الناتج المحلي الإجمالي مستقرة، والادخار النفطي يمول جزئيا عجز الميزانية.

تستند توقعات الاقتصاد الكلي بشكل كبير على أسعار المحروقات المتقلبة ويسلط السياق الإقليمي الضوء على حقيقة المخاطر المناخية التي تتعرض لها الجزائر أيضا. قامت السلطات الجزائرية بتقوية احتياطات الصرف والرفع من المدخرات النفطية الأمر الذي أدى إلى تعزيز صمود الاقتصاد الجزائري على المدى المتوسط، في حين أن ارتفاع في أسعار الغاز و النفط خلال النصف الثاني من العام 2023 قد يطيل أمد مكاسب قطاع المحروقات. ومع ذلك تبقى مخاطر إختلال بنية الاقتصاد الكلي كبيرة ذلك أن الناتج المحلي الإجمالي والصادرات وإيرادات الميزانية مرتبطة بشكل



DÉVELOPPEMENTS ÉCONOMIQUES RÉCENTS

La croissance dynamique hors-hydrocarbures se poursuit au S1-2023

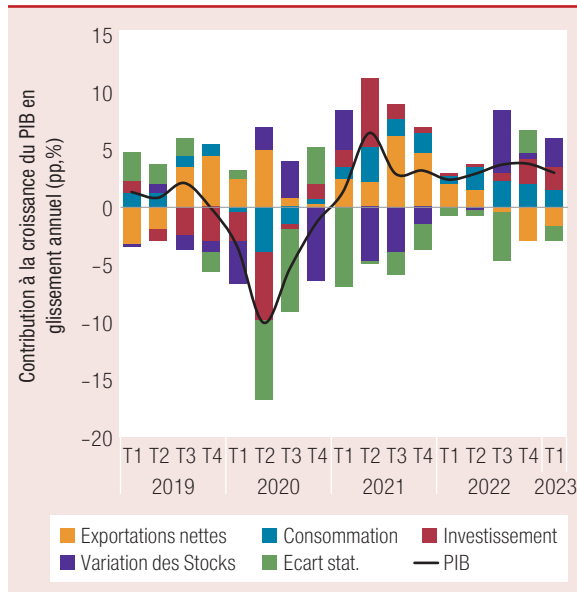
La croissance dynamique de la production hors hydrocarbures s'est poursuivie au S1-2023, bien qu'à un rythme plus lent, soutenue par l'investissement et la consommation publique. Le PIB hors hydrocarbures a augmenté de 4,3 % en 2022, soit le taux de croissance le plus élevé depuis 2015, et a dépassé son niveau prépandémique. Avec une légère baisse de la production d'hydrocarbures (-0,6 %), la croissance du PIB a atteint 3,2 %. La croissance dynamique hors hydrocarbures s'est prolongée au T1-2023 (+4,0% en g.a.). Stimulée par l'augmentation rapide des salaires et des dépenses sociales, la consommation publique a connu son taux de croissance le plus élevé en cinq ans (+3,0% en g.a.) et a compensé le ralentissement de la consommation privée (+2,1% en g.a.). La forte croissance de l'investissement au T4-2022 s'est poursuivie au T1-2023 (+5,2% en g.a.), malgré un ralentissement attendu de l'investissement public. Combinée à une augmentation de 1,4 % en g.a. de la production d'hydrocarbures, la croissance

globale a ralenti pour atteindre 3,0 % au T1-2023. Les données d'éclairage nocturne suggèrent une croissance plus lente mais toujours dynamique de l'activité hors hydrocarbures au T2-2023, tirée par une forte croissance dans les régions du centre-nord et du nord-ouest (Figures 1 et 2).

La forte croissance de l'investissement a stimulé les secteurs de la construction et de l'industrie, tandis que la faiblesse des précipitations a limité la production agricole. Après un fort rebond en 2022, la croissance de la production agricole au T1-2023 a ralenti à 2,2 %, et le développement des cultures était inférieur à la moyenne historique à la fin de la récolte d'hiver (T2-2023), conséquence d'un déficit pluviométrique pendant l'hiver dans la plupart des wilayas.¹ Suivant la

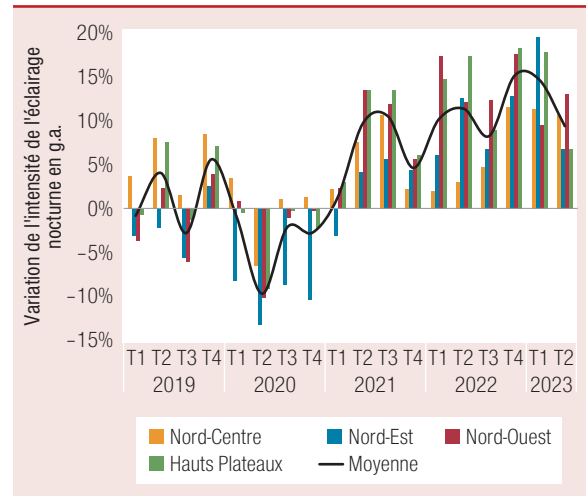
¹ Les estimations satellitaires ASAP (Anomaly Hotspots of Agricultural Production) produites par le Centre commun de recherche (CCR) de la Commission européenne indiquent que les précipitations inférieures à la moyenne ont entraîné un développement des cultures céréalières inférieure à la moyenne dans la grande majorité des wilayas.

FIGURE 1 • L'investissement a soutenu la croissance hors hydrocarbures au T1-2023...



Source : Office national des statistiques (ONS) et estimations de la Banque Mondiale.

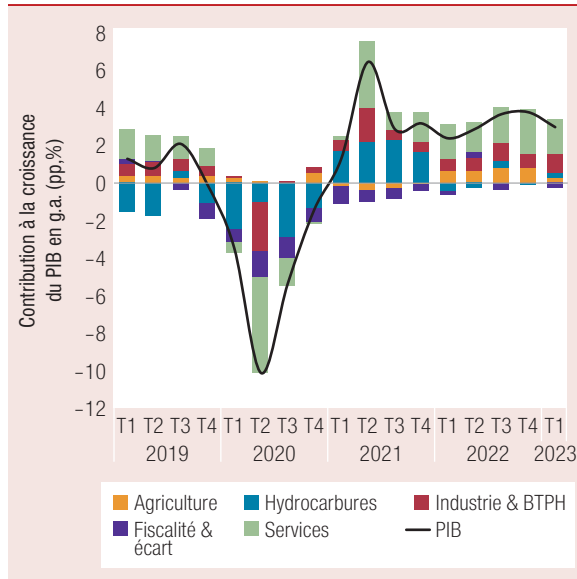
FIGURE 2 • ...et les données d'éclairage nocturne suggèrent un dynamisme continu au T2-2023



Source : NASA et estimations de la Banque mondiale.

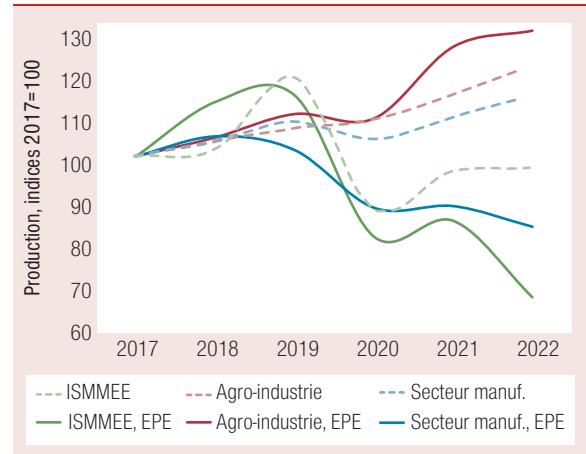
Note : Les données d'éclairage nocturne, corrigées de l'impact de l'activité gazière et pétrolière, sont des indicateurs avancés robustes de l'activité économique (Banque mondiale, 2023a). Les régions correspondent aux Espaces de Programmation Territoriale (EPT).

FIGURE 3 • Une activité industrielle dynamique a soutenu la croissance...



Source : ONS et estimations de la BM.

FIGURE 4 • ...mais n'a pas permis une reprise de l'industrie manufacturière publique



Source : ONS et estimations de la BM. Note : L'activité totale utilise le PIB réel et l'activité des EPE utilise l'indice de production industrielle. Les EPE représentent 29 % de l'activité manufacturière, et sont principalement actives dans les secteurs des ISMMEE (45 %), de l'agro-industrie (23 %) et des matériaux de construction (21 %).

croissance de l'investissement, l'activité de construction s'est accélérée à 4,9 % en g.a. au T1-2023, soutenant la reprise d'autres secteurs industriels, y

compris les industries sidérurgiques, métalliques, mécaniques, électriques et électroniques (ISM-MEE), de production de matériaux de construction,

de produits chimiques, d'eau et d'énergie, et de bois, liège et papier. Néanmoins, l'activité manufacturière des entreprises publiques économiques (EPE) est restée nettement inférieure à son niveau pré-pandémique, contrairement à celle du secteur

privé qui s'est entièrement redressée. Suivant la dynamique de la consommation privée au T1-2023, l'activité des services commerciaux a également ralenti (+4,4 en g.a.), mais reste le principal contributeur à la croissance (Figures 3 et 4).

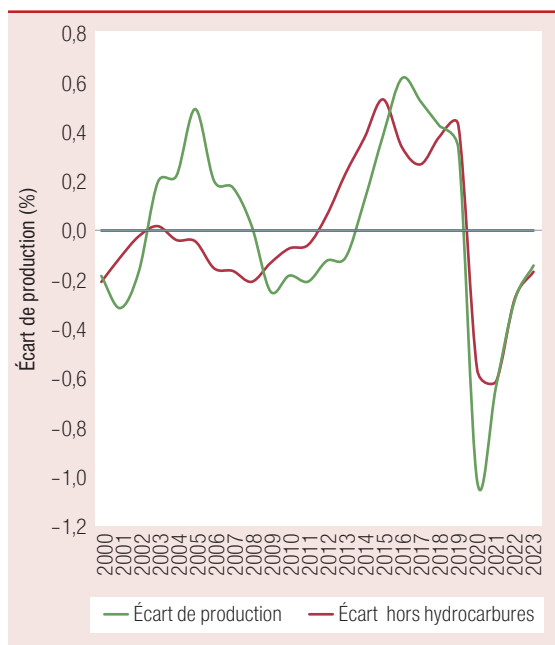
ENCADRÉ 1 : RATTRAPER LA TENDANCE DE CROISSANCE PRÉPANDÉMIQUE

Comme dans le reste du monde, la pandémie de la COVID-19 a causé une forte récession en Algérie. Le PIB s'est contracté de 5,1 % en 2020 en raison notamment de la baisse de la consommation privée et de la diminution drastique de l'investissement. La production industrielle (-3,1 %) et les services (-4,3 %) ont été particulièrement touchés. La récession mondiale concomitante a réduit la demande et les prix des hydrocarbures, conduisant l'OPEP et l'Algérie à réduire leurs quotas de production de pétrole.

Le PIB global et le PIB hors hydrocarbures de l'Algérie ont retrouvé leur niveau pré-pandémique en 2022. Le PIB des hydrocarbures a retrouvé son niveau pré-pandémique en 2021, et le PIB hors-hydrocarbures en 2022. La consommation privée s'est redressée en 2021 avec la réouverture de l'économie, soutenant la reprise des services en 2022. Bien que l'investissement public soit resté inférieur à son niveau pré-pandémique depuis 2020, la reprise de l'investissement privé a stimulé la production industrielle, qui a dépassé en 2021 son niveau de 2019.

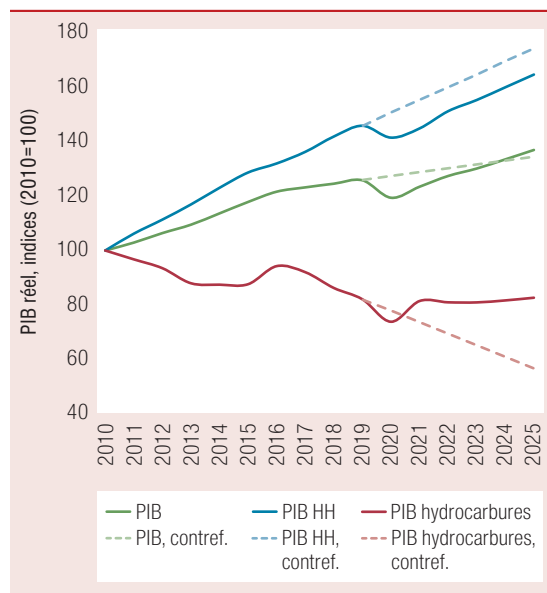
Le PIB pourrait dépasser sa tendance pré-pandémique en 2024, grâce à une production d'hydrocarbures plus importante que prévu. Bien que le PIB ait retrouvé son niveau pré-pandémique en 2022, les projections de la Banque mondiale suggèrent que le PIB réel équivaldrait en 2024 à ce qu'il aurait été suivant la tendance de croissance pré-pandémique. Malgré une nette reprise en 2021 et 2022, l'écart de production reste négatif et le PIB inférieur à son potentiel. Le PIB hors hydrocarbures aurait subi une perte à long terme due à la pandémie de COVID-19, répartie entre les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et des services. En d'autres termes, la croissance devra être plus forte pour que le PIB hors-hydrocarbures atteigne le niveau qu'il aurait eu en l'absence de la pandémie de COVID-19. D'autre part, le fait que l'Europe ait cherché à diversifier son approvisionnement en gaz naturel a permis une augmentation de sa production en Algérie, permettant une stabilisation du PIB des hydrocarbures, rompant ainsi avec la tendance baissière qui prévalait avant la pandémie.

FIGURE 5 • L'écart de production est resté légèrement négatif en 2022...



Source : ONS et estimations de la BM pour 2023. Note : Estimation de l'écart de production sur la base des données 1974-2022 et des prévisions 2023-2025 à l'aide d'un filtre Hodrick-Prescott (HP) avec un paramètre de lissage de 100.

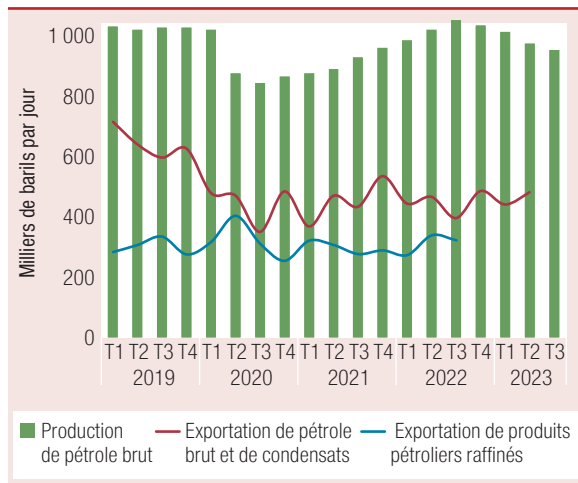
FIGURE 6 • ...tandis que le PIB réel pourrait rattraper sa trajectoire pré-pandémique en 2024



Source : ONS et projections de la BM.

Note : HH = hors hydrocarbures. Contref. = Contrefactuel, par rapport à une tendance pré-pandémique estimée à l'aide d'une extrapolation linéaire des données 2016-2019.

FIGURE 7 • Les baisses des quotas de l'OPEP ont limité la production et les exportations de pétrole...

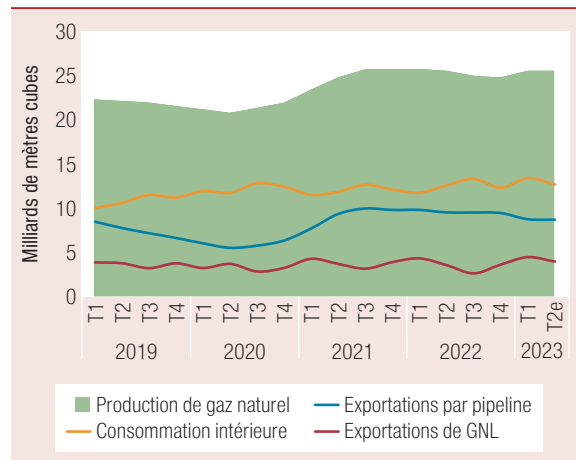


Source : Banque d'Algérie (BdA) pour les exportations jusqu'au T3-2022, Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) pour la production de pétrole brut, estimations de la BM utilisant les données Bloomberg de suivi des bateaux pétroliers pour les exportations au T4-2022, T1-2023 et T2-2023.

La baisse de production du pétrole brut au S1-2023 contraste avec la hausse de celle du gaz naturel

Les quotas de production ayant baissé, la production et les exportations de pétrole ont diminué au S1-2023. La production de pétrole a mis deux ans à se remettre des baisses de quotas décidées pendant la pandémie de la COVID-19, atteignant son niveau pré-pandémique au T2-2022. Depuis, l'OPEP a décidé de réduire volontairement les quotas de production de pétrole pour soutenir les prix, l'Algérie réduisant son quota de 1055 kb/j en octobre 2022 à 1007 kb/j en novembre et à 959 kb/j en mai 2023. Le gouvernement a également annoncé une nouvelle réduction de 20 000 barils par jour pour le mois d'août 2023, ramenant la production à 939 kb/j pour un mois.² En raison de ces réductions, la production de pétrole a diminué de 3,6 % en glissement trimestriel au T2-2023, et de 5,7 % par rapport au pic du T3-2022.³ Les données de suivi des navires pétroliers suggèrent cependant que les exportations de pétrole brut sont restées stables au S1-2023 et que les exportations de condensats ont augmenté, ce qui suggère un déclin de la production et des exportations de pétrole raffiné, renforcé par la hausse de la consommation intérieure (Figure 7).

FIGURE 8 • ...tandis que la production de gaz a augmenté, malgré la baisse de la demande extérieure



Source : Joint Organisations Data Initiative (JODI), estimations de la BM. Note : Les données présentées sont une moyenne mobile sur quatre trimestres afin d'éliminer l'effet de la saisonnalité. La consommation intérieure est estimée comme la différence entre la production brute et les exportations de gaz naturel liquéfié et par gazoduc, l'Algérie n'important pas de gaz naturel.

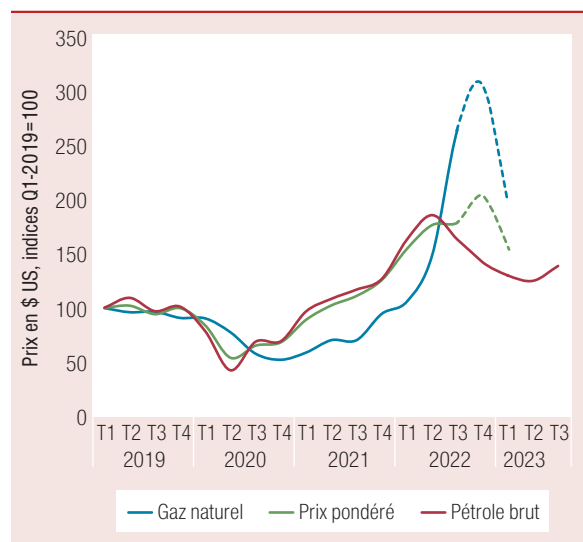
L'augmentation de la demande intérieure surcompensant la forte baisse de la demande extérieure, la production de gaz naturel a augmenté au S1-2023. Après une expansion rapide et un pic en 2021 (+17,1 % en g.a.), la croissance de la production de gaz naturel a modérément ralenti en 2022 (-3,4 %), bien qu'elle soit restée bien au-dessus de son niveau pré-pandémique. Les exportations par gazoduc ont chuté au S1-2023 (-15,4 % en g.a.), notamment en raison de la baisse de la demande européenne dans un contexte d'hiver plus doux,⁴ en partie compensées par la hausse des exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) (+6,8 % en g.a.). Néanmoins, la production de gaz naturel a augmenté de 4,8 % en g.a. au S1-2023, suggérant une forte aug-

² APS, 3 juillet 2023.

³ Rapport mensuel de l'OPEP sur le marché du pétrole, 10 août 2023.

⁴ La consommation de gaz naturel en Europe a baissé d'environ 16 % en glissement annuel au cours de la saison de chauffage 2022-23. L'utilisation résidentielle et commerciale a notamment été réduite par un hiver plus chaud et des mesures d'économie de gaz, tandis que la demande des secteurs de l'électricité et de l'industrie a diminué en raison de la hausse des prix. (Rapport de l'AIE sur le marché du gaz, T2-2023).

FIGURE 9 • Les prix du gaz ont bondi à la suite de la renégociation des contrats...

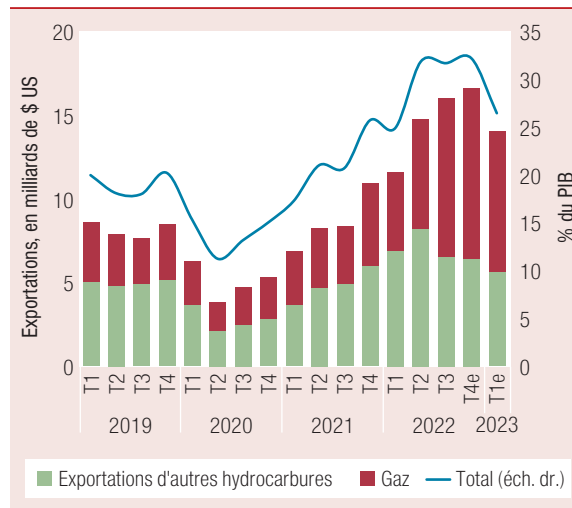


Source : BdA et estimations de la BM pour le T4-2022 et T1-2023.

mentation de la demande intérieure, en cohérence avec le dynamisme de l'activité industrielle (Figure 8).

La baisse des prix du pétrole et du gaz s'est combinée à celle des volumes exportés, entraînant une baisse marquée des exportations d'hydrocarbures. Le prix du pétrole brut algérien a culminé en juin 2022 à 126,7 \$ US par baril, avant de diminuer progressivement à 83,7 \$ US en août 2023, dans un contexte de ralentissement de l'activité économique mondiale et d'introduction d'un plafond pour le prix du pétrole russe. D'autre part, les prix des exportations de gaz sont régis par des contrats à plus long terme, ce qui, avant la guerre de la Russie contre l'Ukraine, signifiait que les prix du gaz naturel suivaient les prix du pétrole avec un retard.⁵ Cependant, à partir de la mi-2022, la relation entre les prix du gaz naturel et ceux du pétrole a changé, alors que Sonatrach renégociait les contrats de livraison de gaz avec ses partenaires européens,⁶ entraînant une augmentation marquée du prix du gaz naturel exporté par gazoduc, qui a triplé entre le T4-2021 et le T4-2022. Au S1-2023, la baisse des volumes d'exportation de pétrole et de gaz, celle des prix du pétrole et la baisse attendue des prix du gaz naturel ont ainsi entraîné une baisse de la valeur des exportations d'hydrocarbures de 7,7 G\$ US au S1-2023 par rapport au S2-2022, passant de 32 à 24,4 G\$ US (Figures 9 et 10).

FIGURE 10 • ...le gaz naturel venant à représenter la majorité des exportations d'hydrocarbures



Source : BdA et estimations de la BM pour le T4-2022 et le T1-2023.

La baisse des exportations d'hydrocarbures a réduit l'excédent du compte courant au S1-2023

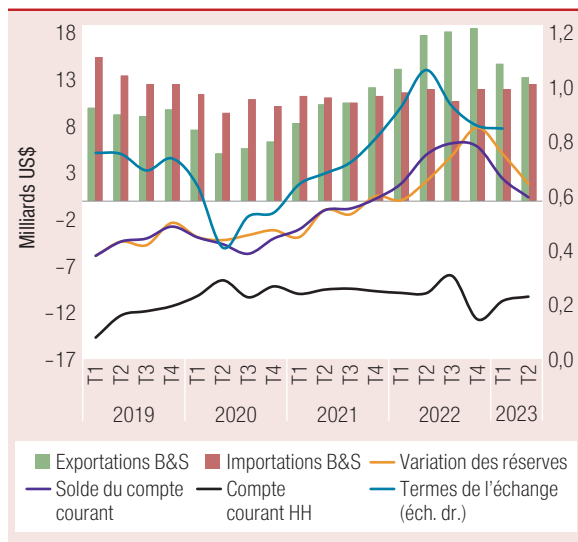
Sous l'effet de la baisse des exportations d'hydrocarbures et hors-hydrocarbures, ainsi que de la reprise des importations, l'excédent du compte courant s'est réduit au S1-2023. Lors des cinq années précédant la pandémie, le déficit du compte courant s'élevait en moyenne à 13 % du PIB, mais ce déficit est passé à 2,8% en 2021 puis à un excédent de 9,8% du PIB en 2022, en raison des prix élevés du pétrole et du gaz naturel. La valeur des exportations hors hydrocarbures a aussi augmenté de 27,9 % en 2022, sous l'effet de la hausse des prix des engrais azotés et de l'ammoniac,⁷ corrélé avec les prix des hydrocarbures. De 12,1 G\$ US

⁵ Banque mondiale, Printemps 2022.

⁶ Notamment avec les italiens ENEL et ENI, l'espagnol Naturgy, le français ENGIE. (Rapport annuel de Sonatrach, 2022, p. 41). En l'absence d'informations publiques concernant les nouvelles conditions contractuelles, le changement de relation entre les prix du pétrole et du gaz naturel signifie qu'il existe une incertitude quant à la dynamique des prix à l'exportation du gaz naturel algérien après le T3-2022.

⁷ Représentant la majorité des exportations hors-hydrocarbures de l'Algérie (Trademap.org).

FIGURE 11 • La chute des prix des exportations d'hydrocarbures a entraîné une baisse du compte courant au S1-2023...

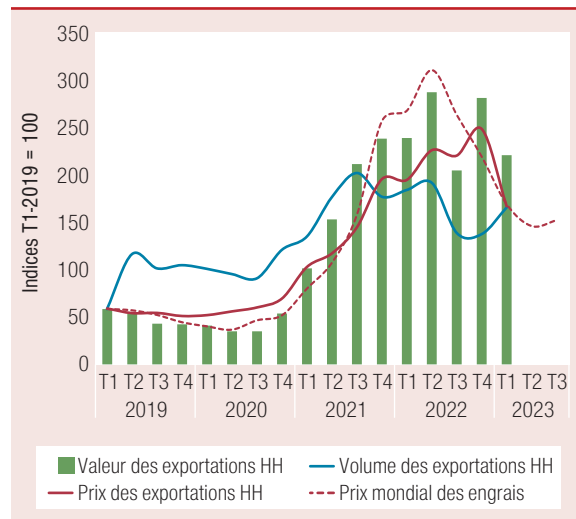


Source : Fonds monétaire international (FMI), ONS et estimations BM. HH = hors hydrocarbures.

au S2-2022, le surplus du compte courant est passé à 2,9 G\$ US au S1-2023, la valeur des exportations chutant (-23,6% en g.a.) tandis que les importations se redressaient (+5,1 %). L'effet de la baisse des exportations d'hydrocarbures a été accentué par la baisse des prix des engrais, diminuant la valeur des exportations hors hydrocarbures, ainsi que par la reprise des importations d'équipements. En conséquence, les termes de l'échange (ratio entre les indices de prix à l'exportation et à l'importation) ont diminué au S1-2023, en raison de la baisse des prix à l'exportation, après avoir augmenté de 50 % en 2022. Néanmoins, l'excédent du compte courant a permis à l'Algérie de continuer d'accumuler des réserves de change, atteignant 68,8 G\$ US, soit 17,2 mois d'importations, en juin 2023, contre 61,7 G\$ US à la fin-2022, soit 15,9 mois d'importations de biens et de services (Figures 11 et 12).

L'augmentation des importations au S1-2023 a été tirée par les biens d'équipements, répondant à la dynamique d'investissement, surcompensant la baisse des prix des denrées alimentaires importées. La réglementation relative à l'importation de voitures a été assouplie, mais les autres mesures récentes de contrôle quantitatif et qualitatif des importations ont été maintenues,⁸ tandis qu'un

FIGURE 12 • ...et a été renforcée par une baisse des prix des exportations hors hydrocarbures



Source : ONS et estimations de la BM pour les prix et les volumes des exportations hors-hydrocarbures, Commodity Markets Outlook de la BM pour l'indice composite des prix des engrais. Les engrais azotés et l'ammoniac représentent autour de 33 et 20% des exportations hors-hydrocarbures, respectivement.

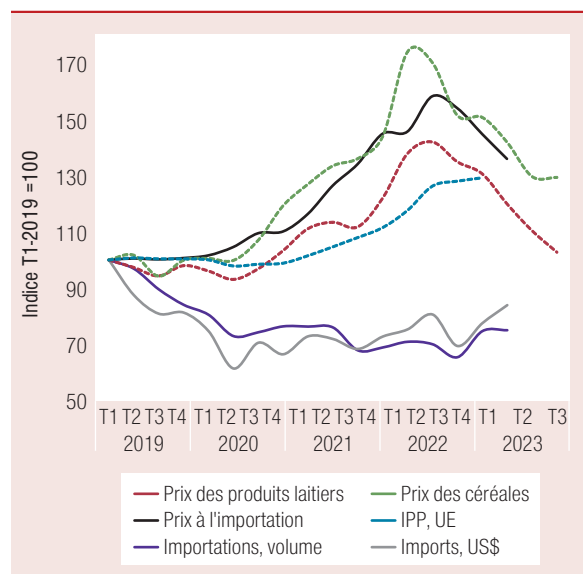
Haut Conseil pour la Régulation des Importations a été créé. Les volumes d'importation étaient restés stables en 2022 (-3,0 %), alors que les prix des marchandises avaient augmenté de 15,5%, entraînant une augmentation de 11,9% de la valeur des importations. Au S1-2023, la facture des importations a augmenté de 6,9% en g.a., tirée par une forte augmentation des importations d'équipements (+20,2 % en g.a.), répondant à la demande d'investissement, ainsi que par l'augmentation des importations de biens de consommation non alimentaires (+13,0 % en g.a.). En revanche, la baisse des prix mondiaux des céréales et des produits laitiers a contribué à une diminution de la valeur des importations alimentaires (-2,9 % en g.a.) (Figures 13 et 14).

La baisse des recettes des hydrocarbures exerce une pression sur le déficit budgétaire

La chute des prix des hydrocarbures, dans un contexte d'augmentation de la masse salariale dans la fonction publique, exerce une pression

⁸ Rapport de suivi de la situation économique (Automne 2021).

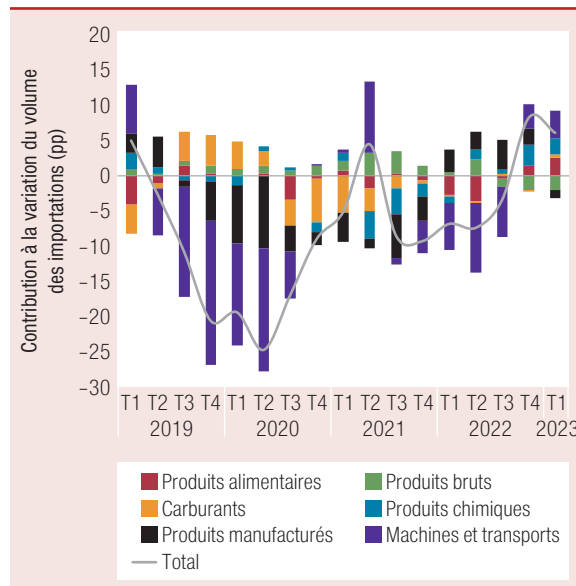
FIGURE 13 • Les importations ont augmenté malgré la baisse des prix...



Source : ONS, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).
Note : IPP, UE = Indice des prix à la production pour l'Union européenne.

sur le déficit budgétaire. Après avoir atteint 10,8% du PIB en moyenne au cours des cinq années précédant la pandémie, le déficit budgétaire s'est réduit à 7,2% en 2021 du PIB puis à 2,9 % en 2022, en grande partie grâce à l'augmentation des recettes d'hydrocarbures, et malgré l'augmentation des dépenses en salaires et en transferts (+2,1 pp du PIB). En conséquence, le déficit budgétaire hors-hydrocarbures s'est détérioré, passant de 19% en 2021 à 23,3 % du PIB. Au S1-2023, la chute des exportations d'hydrocarbures (-27,2 % par rapport au S2-2022) devrait entraîner une baisse proportionnelle des recettes budgétaires, renforcée par l'appréciation du dinar. D'autre part, les dépenses courantes devraient continuer à augmenter, notamment sous l'effet de la deuxième des trois augmentations annuelles des salaires dans la fonction publique et du coût croissant des allocations de chômage,⁹ tandis que les dépenses d'investissement devraient se redresser, comme annoncé dans la Loi de Finances 2023. Cela sera en partie compensé par l'augmentation des recettes fiscales, résultant de la hausse des salaires, de la consommation, de l'investissement et des importations, ainsi que par l'augmentation importante des dividendes de la Sonatrach (Figure 15).

FIGURE 14 • ...l'augmentation de l'investissement domestique stimulant les importations d'équipements



Source : ONS et calculs de la BM.

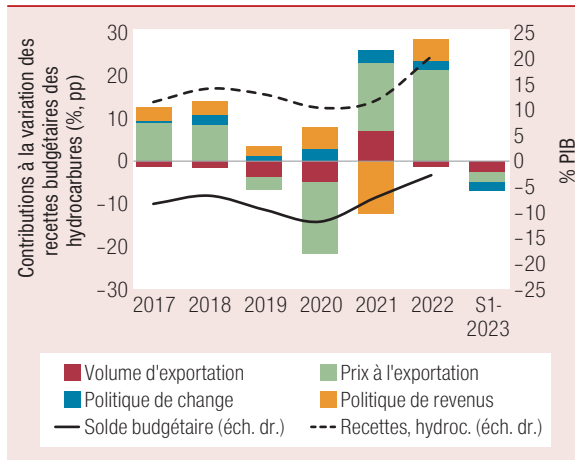
Néanmoins, la dette publique n'a augmenté que modérément au S1-2023, tandis que l'épargne du Trésor auprès de la Banque d'Algérie a continué d'augmenter. Après avoir culminé à 62,9 % du PIB à la fin-2021, la combinaison d'un déficit budgétaire plus faible en 2022 et d'une augmentation significative du PIB nominal a conduit à une baisse du ratio dette sur PIB à 55,6 %.¹⁰ Au S1-2023, la dette publique a augmenté de 4,3 % en termes nominaux, financée par des émissions régulières de bons du Trésor, ce qui suggère une stabilisation relative du ratio dette sur PIB. Dans le même temps, l'épargne du Trésor auprès de la Banque d'Algérie, qui représentait 10 % du PIB à la fin de 2022, a augmenté de 25 % entre décembre 2022 et juin 2023.¹¹ Elle est principalement

⁹ Conformément à la Loi de Finances qui prévoit d'importantes augmentations budgétaires pour le ministère des finances, le ministère du travail, le ministère de l'intérieur et le ministère de l'éducation.

¹⁰ La dette publique est détenue au niveau national, avec des échéances longues et des taux d'intérêt réels négatifs.

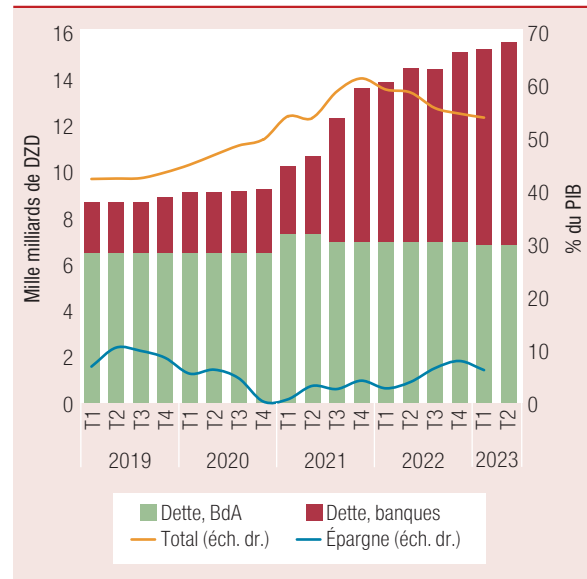
¹¹ La déconnexion apparente entre la trajectoire de la dette publique et de l'épargne, d'une part, et celle du déficit budgétaire, d'autre part, pourrait être attribuée en partie à l'utilisation des liquidités des entreprises publiques

FIGURE 15 • Des revenus des hydrocarbures en baisse au S1-2023 exercent une pression sur les finances publiques...



Source : Ministère des Finances (MdF), ONS, estimations BM pour le S1-2023.
Notes : La figure décompose la variation logarithmique des recettes budgétaires des hydrocarbures en ses composantes. La politique des recettes est définie comme la part des recettes d'exportation d'hydrocarbures qui revient au budget de l'État. Les estimations H1-2023 sont produites en supposant que la politique des recettes ne change pas par rapport à 2022.

FIGURE 16 • ...mais la dette publique n'a augmenté que modérément



Source : FMI et estimations BM. Note : Sur l'axe de droite, les variables sont rapportées au PIB sur quatre trimestres glissants.

ENCADRÉ 2 : LA DYNAMIQUE DES FINANCES PUBLIQUES DEPUIS 2020

Les finances publiques algériennes ont fortement réagi à la volatilité des prix du pétrole et du gaz pendant et après la crise du COVID-19, comme cela a été le cas ces dernières décennies. Suivant les prix mondiaux des hydrocarbures, qui ont été le principal déterminant des recettes budgétaires depuis plus de trente ans, les recettes budgétaires ont chuté fortement en 2020 (-14,6 %), avant une reprise encore plus marquée en 2021 et 2022 (+17,0 % et +43,5 %, respectivement). D'autre part, les dépenses publiques ont diminué (-8,5 %) en 2020 en raison de la réduction des investissements publics, avant de se redresser en 2021 et 2022 (+4,4 % et +25,3 %), emmenées par des augmentations importantes des salaires et des transferts. La diminution de 2020 évoque la consolidation de l'investissement public à la suite des krachs pétroliers de 2008 et 2015, tandis que l'augmentation subséquente des dépenses courantes évoque celle de 2008-2012. (Figures 17 et 18, annexe 1.1.)

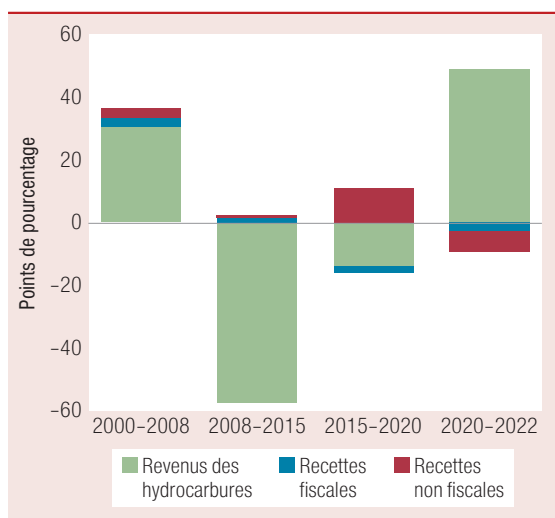
La dynamique des dépenses en 2020-2022 est conforme à l'histoire récente : en période difficile, les dépenses courantes augmentent et celles d'investissement diminuent. La politique budgétaire est contracyclique si le déficit budgétaire augmente en période de ralentissement économique et diminue en période de reprise, contribuant ainsi à stabiliser le cycle économique. Les dépenses publiques en Algérie sont cycliquement neutres, ce qui signifie qu'en moyenne elles ne varient pas en fonction de la conjoncture. Cela se compare favorablement aux pays pairs, dont les dépenses sont plus procycliques, exacerbant les fluctuations du cycle économique. Cependant, cela dissimule une importante hétérogénéité. En Algérie, les dépenses courantes ont été utilisées de manière contracyclique au cours des deux dernières décennies, augmentant lorsque la production d'hydrocarbures tombe en dessous de son potentiel quand les quotas de l'OPEC baissent, suivant une baisse des prix du pétrole. Les dépenses d'investissement, en revanche, ont été fortement procycliques, diminuant lorsque les prix du pétrole et la production chutaient, abaissant les recettes budgétaires. (Voir annexe 1.2.)

Les dynamiques divergentes des dépenses courantes et d'investissement reflètent et accroissent la rigidité des dépenses, augmentant la sensibilité du déficit aux prix des hydrocarbures. L'augmentation contracyclique des dépenses courantes peut soutenir les ménages en période de ralentissement économique, mais elle accroît la rigidité budgétaire, définie comme la part des dépenses publiques qui ne peuvent être facilement réduites, telles que la masse salariale ou les retraites. Bien que la part de dépenses rigides reste inférieure à celle des pays pairs, elle a augmenté depuis 2008, les dépenses d'investissement moins rigides ayant été remplacées par des dépenses courantes et de retraite, plus rigides. Par conséquent, les besoins de consolidation budgétaire exercent une pression croissante pour une réduction de l'investissement public, comme en 2020 et 2021. (Voir annexe 1.3)

(suite à la page suivante)

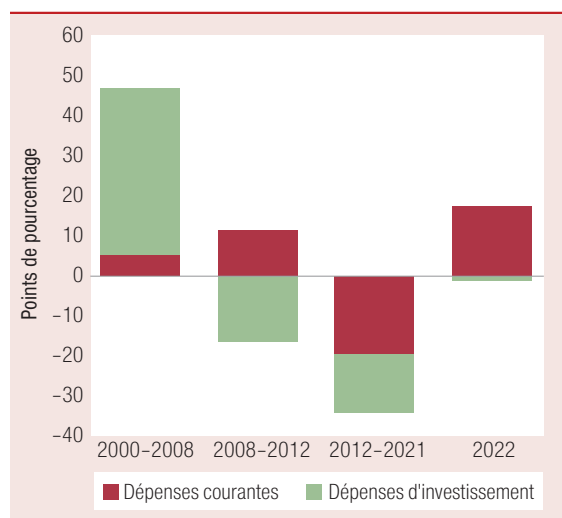
ENCADRÉ 2 : LA DYNAMIQUE DES FINANCES PUBLIQUES DEPUIS 2020 *(suite)*

FIGURE 17 • Croissance du ratio recettes sur PIB hors hydrocarbures, 2000-2022



Source : MdF, ONS, estimations de la BM.

FIGURE 18 • Croissance du ratio dépenses sur PIB hors hydrocarbures, 2000-2022



Source : MdF, ONS, estimations de la BM.

constituée du Fonds de Régulation des Recettes (FRR) qui, après avoir été épuisé en 2017 puis en 2020, a été réalimenté en 2021 et 2022 (Figure 16).

L'inflation reste élevée en 2023, tirée par le prix des produits agricoles

L'inflation a atteint 9,7 % sur les huit premiers mois de 2023, celle des produits alimentaires atteignant 14,0 %. Après des années d'inflation relativement modérée, l'indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 7,2 % en 2021, puis 9,3 % en 2022. Au cours des 8m-2023, l'inflation s'est accélérée à 9,7 %, celle des produits agricoles frais étant considérablement plus élevée (24,1 %), probablement en partie à cause de l'effet de la faible pluviométrie sur la production agricole, avec un impact disproportionné sur les ménages à faible revenu.¹² Dans le même temps, la contribution des produits agroindustriels à l'inflation est tombée de 41,0 % au deuxième trimestre 2022 à 10,8 % au deuxième trimestre 2023 et celle des produits manufacturés est restée stable, les autorités ayant interdit les importations privées de

céréales et de légumineuses, soutenu une appréciation du taux de change et tandis que l'augmentation des prix des produits alimentaires et manufacturés importés ralentissait. Étant donné que les produits agricoles frais et les services sont plus susceptibles d'être produits localement que les produits agroindustriels et les produits manufacturés,¹³ leur plus grande contribution combinée à l'inflation (de 32 à 60 % entre le T4-2022 et le T2-2023) suggère que les facteurs nationaux jouent maintenant un rôle plus important dans la dynamique de l'inflation (Figure 19).

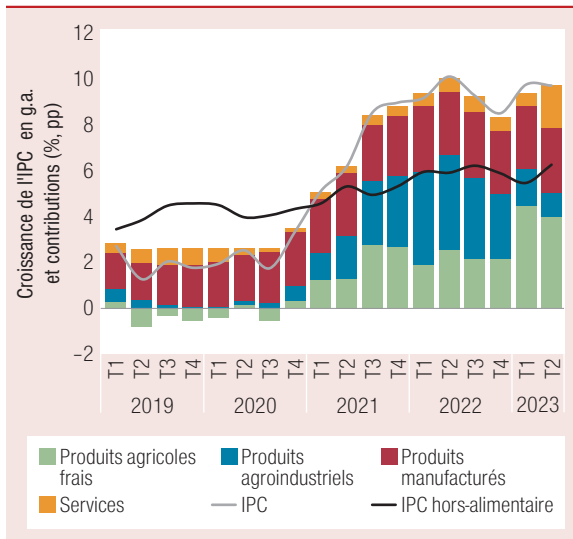
Après que les autorités aient soutenu l'appréciation du dinar au S2-2022 pour ralentir l'inflation importée, le taux de change s'est stabilisé au S1-2023. Après quatorze années consé-

pour financer le déficit en cours d'année. Par conséquent, l'accumulation de la dette publique est une approximation imparfaite des besoins de financement budgétaire.

¹² Ceux-ci dédiant une part plus importante de leurs revenus aux produits alimentaires.

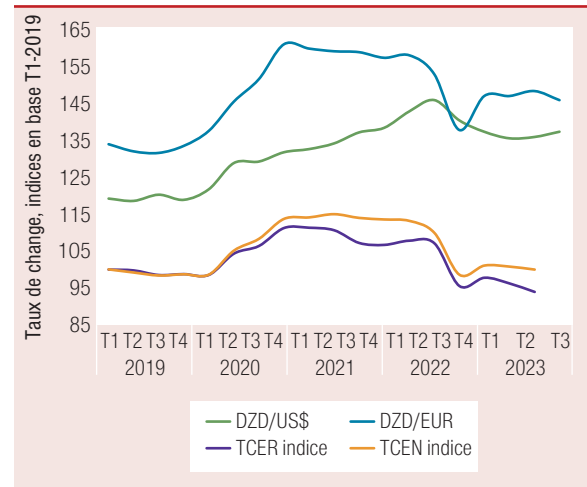
¹³ Selon les tableaux entrées-sorties de l'ONS, seuls 13,4 % des produits frais et 2,1 % des services sont importés, contre 29,5 % pour les produits alimentaires transformés et 63 % pour les produits manufacturés.

FIGURE 19 • L'inflation est restée élevée, tirée par les produits agricoles frais...



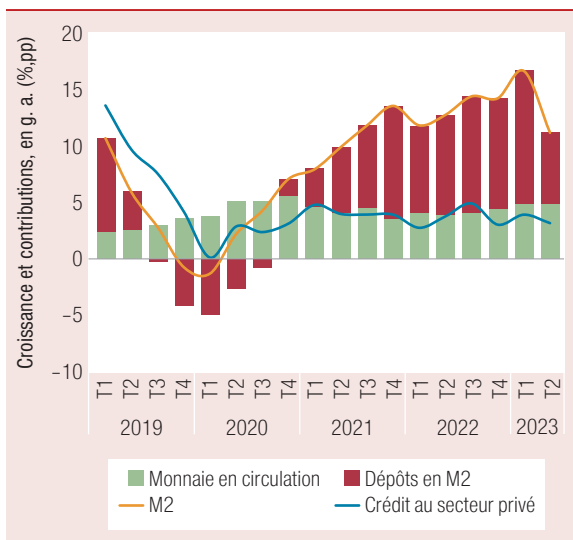
Source : ONS et estimations BM.

FIGURE 20 • ...malgré l'appréciation délibérée du dinar depuis juin 2022 pour limiter l'inflation importée



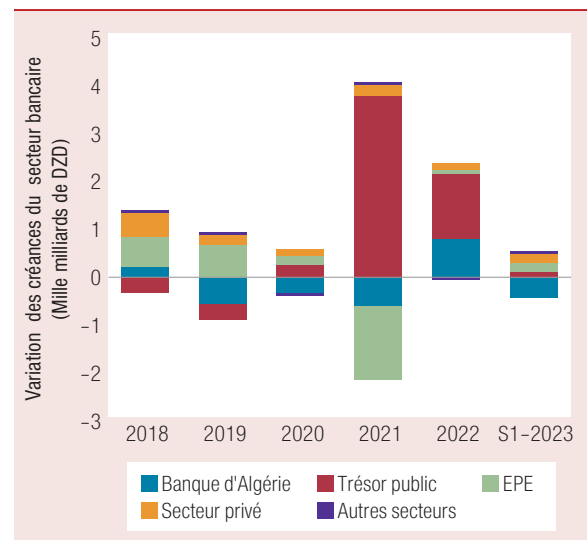
Source : Investing.com, ONS et estimations BM. Note : TCER = taux de change effectif réel, TCEN = taux de change effectif nominal.

FIGURE 21 • La croissance de la liquidité a ralenti au T2-2022...



Source : FMI et estimations BM.

FIGURE 22 • ...avec une croissance limitée du crédit au secteur privé



Source : FMI et estimations BM.

cutives de dépréciation du taux de change, le dinar s'est apprécié de 6,2 % par rapport au dollar américain et de 4,0 % par rapport à l'euro au S2-2022, la Banque d'Algérie cherchant à ralentir l'inflation importée. Au S1-2023, le taux de change du dinar s'est stabilisé par rapport aux principales devises, alors que la baisse des prix des hydrocarbures exerçait de nouvelles pressions sur les équilibres extérieurs de l'Algérie et, au T3-2023, il s'est déprécié de 0,7 % par

rapport au dollar américain. Comme le dinar a suivi une trajectoire similaire par rapport aux monnaies utilisées avec ses principaux partenaires commerciaux (dollar américain, euro, yuan), les taux de change effectifs nominaux et réels (pondérés en fonction des échanges) se sont également renforcés au S2-2022, avant de se stabiliser au S1-2023 (Figure 20).

La politique monétaire est restée inchangée depuis l'augmentation du taux de réserves

obligatoires en avril 2023, mais la croissance de la masse monétaire a ralenti au T2-2023. En avril 2023, la Banque d'Algérie a réhaussé le taux de réserves obligatoires de 2 à 3 %, revenant ainsi au niveau prépandémique, afin de réduire les pressions inflationnistes. Entre-temps, la croissance de la masse monétaire a ralenti, la croissance des dépôts

bancaires passant de 19,6 % en g.a. au T1-2023 à 10,4 % au T2-2023, en raison de la baisse des dépôts d'hydrocarbures et de l'augmentation du taux de réserves obligatoires. La croissance du crédit au secteur privé est restée modérée, tandis que la croissance du crédit aux entreprises publiques s'est légèrement accélérée (Figures 21 and 22).

PERSPECTIVES ET RISQUES

L'activité hors hydrocarbures continuera à soutenir la croissance

En 2023, la croissance dynamique du secteur hors hydrocarbures devrait contraster avec la croissance modérée de la production d'hydrocarbures. Dans le scénario de base, la croissance du PIB devrait atteindre 2,5 % en 2023, soutenue par les secteurs hors hydrocarbures (+2,7 %). Le PIB des hydrocarbures devrait augmenter modérément (+1,6%), malgré la baisse de la production de pétrole, limitée par les quotas de l'OPEP. L'activité devrait être tirée par la croissance de l'investissement, certains grands projets d'investissement dans les mines et le transport allant de l'avant,¹⁴ stimulant les secteurs de la construction et de l'industrie. Dans un contexte de ralentissement de la consommation privée, la croissance du secteur des services devrait ralentir. Après que l'Algérie ait connu sa troisième sécheresse hivernale consécutive¹⁵, la production agricole devrait diminuer. Les exportations nettes contribueraient négativement à la croissance, les investissements et la baisse de la production agricole stimulant les importations, tandis que la baisse des quotas de

production de pétrole et de la demande européenne en gaz freinerait les exportations.

La croissance du PIB devrait être plus forte en 2024 et 2025, grâce à la reprise de la production agricole et de la production de pétrole brut à la suite de celle des quotas de l'OPEP. La production d'hydrocarbures augmenterait modérément en raison de la remontée des quotas de l'OPEP et de celle de la demande de gaz en Europe. La croissance de l'investissement devrait rester robuste et continuer à soutenir l'activité industrielle, étant tirée par le secteur privé dans un contexte de poursuite d'une politique prudente d'investissement public. La consommation privée devrait ralentir modérément, l'effet de base lié à la COVID-19 s'effaçant et l'inflation élevée réduisant le pouvoir d'achat réel, et la consommation publique aussi, dans le contexte d'un ralentissement de la croissance des dépenses

¹⁴ Tels que le projet phosphate intégré (PPI) dans l'est algérien, et celui d'extraction de minerai de fer dans la wilaya de Tindouf.

¹⁵ Centre commun de recherche de la Commission européenne.

publiques. En conséquence, la croissance du secteur des services devrait ralentir. Dans l'hypothèse d'un retour à des conditions climatiques normales, la production agricole se redresserait également.

L'inflation devrait rester supérieure à 9 % en 2023 et diminuer progressivement en 2024 et 2025. L'inflation alimentaire étant plus élevée que l'inflation globale, les ménages à faible revenu seront particulièrement exposés à une baisse de leur pouvoir d'achat. Cependant, les resserrements récents des contrôles du prix des céréales et légumineuses pourraient limiter les augmentations des prix des produits agroindustriels, exerçant plutôt une pression sur le coût des dépenses publiques de subventions universelles. L'inflation devrait diminuer progressivement en 2024 et 2025, à mesure que la pluviométrie retrouve un niveau normal, que la croissance de la masse monétaire, celle des dépenses publiques et celle des prix alimentaires à l'importation s'atténue, et en raison de l'effet différé de l'appréciation du dinar. Par ailleurs, la mise en œuvre de politiques qui renforcent la compétition entre entreprises sur le marché des biens et services, et qui renforcent la sécurité alimentaire face aux chocs climatiques, permettraient de limiter les hausses de prix à plus long terme.

Les soldes budgétaires et extérieurs devraient se détériorer initialement, puis se stabiliser

La balance courante devrait rester positive en 2024 et 2025, dans un contexte de croissance limitée des exportations et des importations.

Avec la chute des prix des hydrocarbures et la diminution de la production de pétrole à la suite des réductions des quotas de l'OPEP, le compte courant devrait passer d'un excédent record de 9,8 % du PIB en 2022 à 2,8 % en 2023, avant d'atteindre 1,4 % en 2024 et 0,5 % du PIB en 2025. La valeur des exportations d'hydrocarbures diminuerait sous l'effet conjugué de la baisse des volumes due à la hausse de la consommation domestique et de la baisse des prix due au ralentissement de l'économie mondiale. Dans le même temps, la valeur des importations augmenterait, l'investissement stimulant les importations d'équipements industriels et la faiblesse de la

production agricole stimulant les importations des produits alimentaires en 2023. Néanmoins, l'accumulation de réserves depuis 2021 a permis à l'Algérie de se constituer un coussin de sécurité, et il est attendu que les réserves de changes se maintiennent entre 16 et 17 mois d'importations de biens et de services entre 2023 et 2025.

Sous l'effet de la baisse des recettes d'hydrocarbures et de l'augmentation des dépenses, le déficit budgétaire devrait se creuser en 2023 et 2024 avant de se résorber.

Les recettes des hydrocarbures diminueraient en 2023 mais cela serait compensé par une hausse marquée des dividendes de la Sonatrach. Néanmoins, la hausse importante des dépenses en salaires et une hausse modérée des dépenses d'investissement ferait augmenter le déficit budgétaire. En 2024, le retour à un niveau de dividendes modéré et la hausse continue des dépenses en salaires générerait une autre augmentation du déficit, avant une stabilisation en 2025, dans l'hypothèse d'une politique de dépenses prudente. Ainsi, après une augmentation de 2,9 % du PIB en 2022 à 6,8 % en 2023 et 8,9% en 2024, le déficit budgétaire global se résorberait modérément en 2025.

La dette publique devrait augmenter modérément, le Fonds de Régulation des Recettes finançant partiellement le déficit budgétaire.

Dans le scénario de base, le ratio de la dette publique au PIB augmenterait de 5 points de pourcentage du PIB entre 2023 et 2025, pour atteindre 60,2 % du PIB en 2025. L'utilisation des fonds accumulés dans le FRR permettrait de ralentir le rythme d'endettement au cours de la période de projection, et les émissions régulières de bons du Trésor combleraient partiellement les besoins de financement budgétaire.

La volatilité des prix du pétrole rappelle l'impératif de diversification économique

La croissance économique, ainsi que les soldes budgétaires et extérieurs, demeurent sensibles aux fluctuations des prix des hydrocarbures.

En 2022, les prix élevés des hydrocarbures ont entraîné un excédent record du compte courant et une réduction significative du déficit budgétaire. Avec la baisse

des prix des hydrocarbures, ces tendances devraient s'inverser en 2023. L'évolution des prix des hydrocarbures représente un risque important pour les perspectives de 2024 et 2025, tant à la hausse qu'à la baisse, en raison de la fragilité des perspectives mondiales, de l'incertitude entourant l'évolution de la guerre de la Russie contre l'Ukraine, et de la résurgence des conflits au Moyen-Orient.

La poursuite des réformes visant à encourager l'investissement du secteur privé, la croissance et la diversification est nécessaire pour améliorer la performance et la résilience de l'économie. Les risques émanant des fluctuations des prix du pétrole soulignent la nécessité d'améliorer durablement les équilibres macroéconomiques. La diversification des recettes d'exportation hors hydrocarbures et l'attraction des investissements étrangers amélioreraient la résilience extérieure de l'Algérie face aux fluctuations des prix du pétrole. Sur le plan budgétaire, la rigidité accrue des dépenses courantes dans un contexte de volatilité des recettes d'hydrocarbures augmente la pression pour mobiliser plus de recettes fiscales, renforcer l'efficacité et l'efficience des dépenses de manière équitable, notamment celles de l'investissement public. Par conséquent, et conformément au Plan d'Action du Gouvernement de 2021,¹⁶ la poursuite de la mise en œuvre des réformes visant à stimuler l'investissement privé et à permettre au secteur privé

formel de devenir le moteur d'une croissance durable et diversifiée reste essentielle à la performance et à la résilience de l'économie algérienne.¹⁷

Au-delà de la sensibilité aux hydrocarbures, les phénomènes naturels extrêmes dans la région et l'expérience de l'Algérie soulignent les risques qu'elles font peser sur la croissance et le développement. Comme les autres pays d'Afrique du Nord, l'Algérie est exposée à plusieurs risques climatiques et géologiques, tels que les inondations, les séismes et les sécheresses. Au cours des trois dernières années, les épisodes de sécheresse ont notamment entraîné des répercussions marquées sur la production et les prix alimentaires. Étant donné que les phénomènes naturels extrêmes peuvent perturber tous les secteurs de l'économie et mettre en péril les gains durement acquis en matière de développement, l'intensification de la réduction des risques de catastrophe, et leur financement, peut contribuer à sauver des vies et à protéger la croissance, en s'appuyant sur le cadre juridique algérien en matière de gestion des risques de catastrophe.

¹⁶ Plan d'action du gouvernement pour la mise en œuvre du programme du Président de la République.

¹⁷ En outre, la production et la publication de données sur l'activité du secteur privé et la dynamique de l'informalité permettrait d'apprécier les progrès enregistrés.

TABLEAU DES INDICATEURS

	2019	2020	2021	2022	Projections		
					2023	2024	2025
Production et prix							
PIB réel	1,0	-5,1	3,4	3,2	2,5	2,6	2,6
Hors hydrocarbures	2,7	-3,8	2,3	4,3	2,7	3,0	3,0
Hydrocarbures	-4,9	-10,2	10,5	-0,6	1,6	0,8	1,0
Par habitant	-1,0	-6,9	1,7	1,6	0,9	1,0	1,0
Indice des prix à la consommation (moyenne de la période)	2,0	2,4	7,2	9,3	9,5	8,6	7,9
PIB (en milliards de dollars courants)	171,8	145,7	163,4	195,0	216,4	234,0	245,1
PIB par habitant (US\$)	3955,2	3292,9	3631,7	4265,6	4659,6	4958,8	5111,3
Production de pétrole brut (milliers de barils par jour)	1023,0	899,0	911,0	1020,0	976,2	1002,3	1039,0
Production de gaz naturel (milliards de m3)	86,1	87,7	102,8	99,2	103,4	107,7	112,2
Secteur extérieur							
Compte courant	-9,9	-12,8	-2,7	9,8	2,8	1,4	0,5
Balance commerciale	-9,1	-12,3	-1,6	11,5	4,0	2,6	1,6
Exportations de biens et services	22,4	17,1	25,5	35,4	27,3	24,9	23,9
Exportations d'hydrocarbures	19,4	13,7	20,8	30,5	23,1	20,5	19,1
Exportations hors hydrocarbures	3,1	3,4	4,6	4,9	4,2	4,4	4,8
Importations de biens et services	31,6	29,4	27,1	24,1	23,3	22,3	22,2
Réserves officielles brutes (mois d'importations)	14,0	13,7	12,5	15,8	16,4	16,9	16,7
Taux de change (dinar algérien par dollar US ; moyenne de la période)	119,4	126,8	135,1	142,0			
Prix à l'exportation du Sahara Blend (US\$/baril)	64,4	42,1	72,7	100,9			
Finances de l'administration centrale							
Recettes publiques et subventions	32,2	30,5	29,9	34,2	32,8	29,0	27,9
Revenus des hydrocarbures ^a	13,0	10,4	11,8	20,4	19,0	14,7	13,9
Recettes hors hydrocarbures	19,2	20,1	18,1	13,8	13,8	14,3	14,0
Dépenses	37,8	37,3	33,7	34,9	39,7	38,0	36,0
Dépenses courantes	23,9	27,1	24,8	27,4	31,4	30,4	29,2
Dépenses en capital	13,9	10,2	8,9	7,5	8,2	7,6	6,8
Solde du compte spécial et interventions du Trésor	4,0	5,1	3,4	2,2	2,6	2,4	2,4
Solde budgétaire global ^b	-9,6	-11,9	-7,2	-2,9	-6,8	-8,9	-8,1
Solde budgétaire global primaire	-9,0	-11,0	-6,5	-1,4	-5,4	-7,5	-6,6
Solde budgétaire global hors hydrocarbures	-22,6	-22,3	-19,0	-23,3	-25,8	-23,7	-22,0
Dettes totales de l'administration centrale	45,5	51,8	62,9	55,6	55,2	57,6	60,2
Dettes intérieures	44,8	51,0	62,1	55,1	54,8	57,2	59,8
Dettes extérieures	0,7	0,8	0,7	0,5	0,5	0,4	0,4

^a Comprend les dividendes de Sonatrach et les recettes d'hydrocarbures transférées au fonds de régulation des recettes (FRR).

^b Comprend le solde du compte spécial et les interventions du Trésor.

ANNEXE 1 : ANALYSES EN FINANCES PUBLIQUES POUR L'ALGÉRIE

1. Évolution des finances publiques algériennes, 2000 à 2022

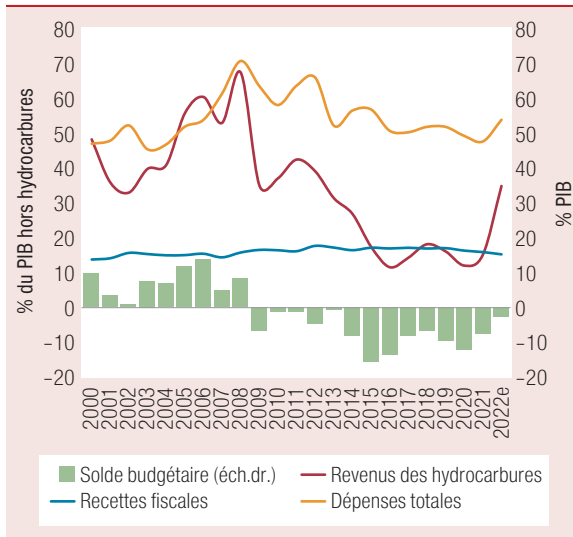
Les finances publiques de l'Algérie ont été très réactives aux prix du pétrole et du gaz au cours des deux dernières décennies, leurs chutes entraînant des augmentations du déficit budgétaire. Après avoir enregistré un excédent budgétaire important entre 2000 et 2008, celui-ci s'est transformé en léger déficit budgétaire après la chute des prix du pétrole pendant la récession de 2009, déficit qui s'est creusé après l'effondrement des prix du pétrole en 2014–2015. Les fonds accumulés dans le Fonds de régulation des recettes ont été presque épuisés en 2017, ce qui a coïncidé avec une forte augmentation de la dette publique dans le cadre du programme de financement monétaire de 2017–2019, représentant 32% du PIB de 2019, et du programme spécial de refinancement de 2021–2022. En 2022, les niveaux de la dette publique ont diminué pour la première fois en dix ans, alors que les prix du pétrole et du gaz ont augmenté et que le déficit budgétaire s'est considérablement réduit.

Le prix des hydrocarbures a été le principal moteur des recettes budgétaires et a chuté après les chocs pétroliers de 2008 et 2014–2015, avant de se redresser en 2022. Les recettes tirées des hydrocarbures ont augmenté rapidement dans les

années 2000, atteignant 37 % du PIB en 2008, avant la chute des prix du pétrole qui les a fait tomber à 24 %. Elles sont tombées entre 10 et 15% du PIB au début des années 2010, avant de se redresser en 2022, où elles ont atteint 24 % du PIB. Elles ont été principalement tirées par les prix du pétrole et du gaz, tandis que la baisse des volumes d'exportation a contribué négativement en moyenne, et la dépréciation du taux de change positivement en moyenne. Parallèlement, les recettes fiscales sont restées relativement stables au cours des deux dernières décennies, entre 10 et 15 % du PIB (entre 15 et 18 % du PIB HH). La baisse relative des recettes s'est inversée en 2022, lorsque les prix du pétrole et du gaz ont augmenté de manière significative.

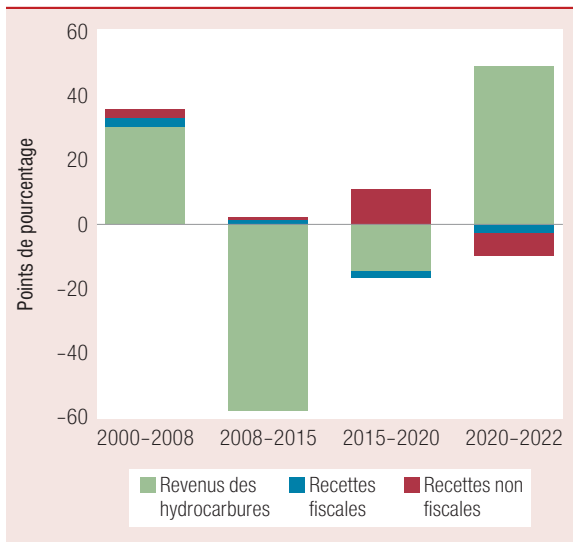
Après une augmentation significative des dépenses budgétaires dans les années 2000, l'Algérie a engagé une consolidation significative des dépenses après 2008. Dans les années qui ont précédé le choc pétrolier de 2008, le gouvernement a augmenté les investissements publics pour financer de grands projets d'infrastructure (transport, eau et agriculture, logement) et une augmentation des transferts, tout en remboursant sa dette plus tôt que prévu. Cependant, lorsque les prix du pétrole se sont effondrés et que les recettes budgétaires ont chuté, l'Algérie a engagé une diminution relative des investissements publics mais a augmenté les embauches

FIGURE 23 • Après des excédents budgétaires dans les années 2000, la baisse des recettes d'hydrocarbures a conduit à des déficits persistants dans les années 2010....



Source : MdF, ONS, calculs BM. Les variables sont présentées en part du PIB hors hydrocarbures, afin d'éliminer les variations liées à la volatilité des prix du pétrole.

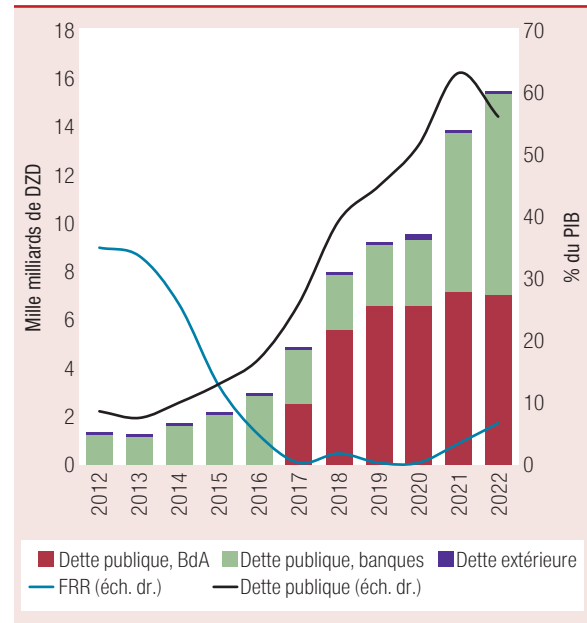
FIGURE 25 • Les recettes budgétaires fluctuent principalement suivant celles d'hydrocarbures...



Source : Ministère des Finances et ONS. La figure présente la variation du ratio recettes sur PIB hors hydrocarbures et la décompose entre ses trois composantes.

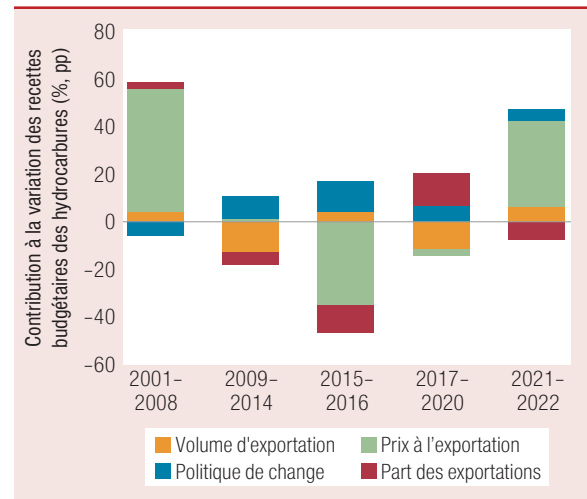
et les salaires dans la fonction publique, ce qui a entraîné une hausse des dépenses courantes. Après 2012, la consolidation des dépenses d'investissement s'est poursuivie et a été accompagnée par une baisse

FIGURE 24 • ...conduisant à une accumulation importante de dette publique intérieure



Source : MdF, ONS, calculs BM.

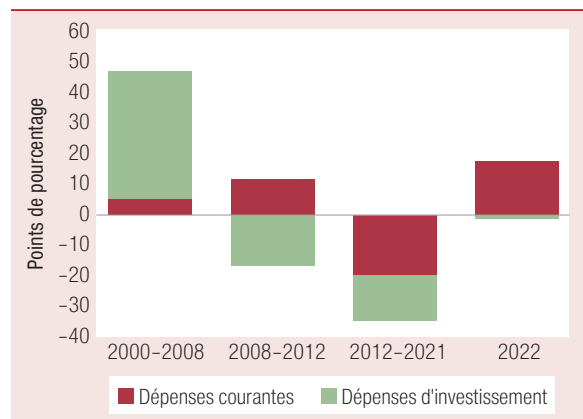
FIGURE 26 • ...qui dépendent principalement des prix à l'exportation



Source : Ministère des Finances et ONS. La figure présente la variation globale en pourcentage de la valeur en dinars des recettes d'hydrocarbures revenant au budget de l'État et la décompose entre ses quatre moteurs : le prix des hydrocarbures exportés, la quantité exportée, le taux de change dinar - US\$, et la part des exportations d'hydrocarbures en US\$ revenant au budget («politique des recettes»).

relative des dépenses courantes, qui a finalement été inversée en 2022 pour financer l'augmentation des salaires et des pensions de l'administration publique, et des dépenses sociales.

FIGURE 27 • D'importants efforts de consolidation des dépenses ont été consentis dans les années 2010



Source : Mdf, ONS, calculs BM.

Note : La figure présente la variation du ratio dépenses sur PIB hors hydrocarbures et la décompose entre ses deux composantes.

2. Les dépenses budgétaires en fonction du cycle économique

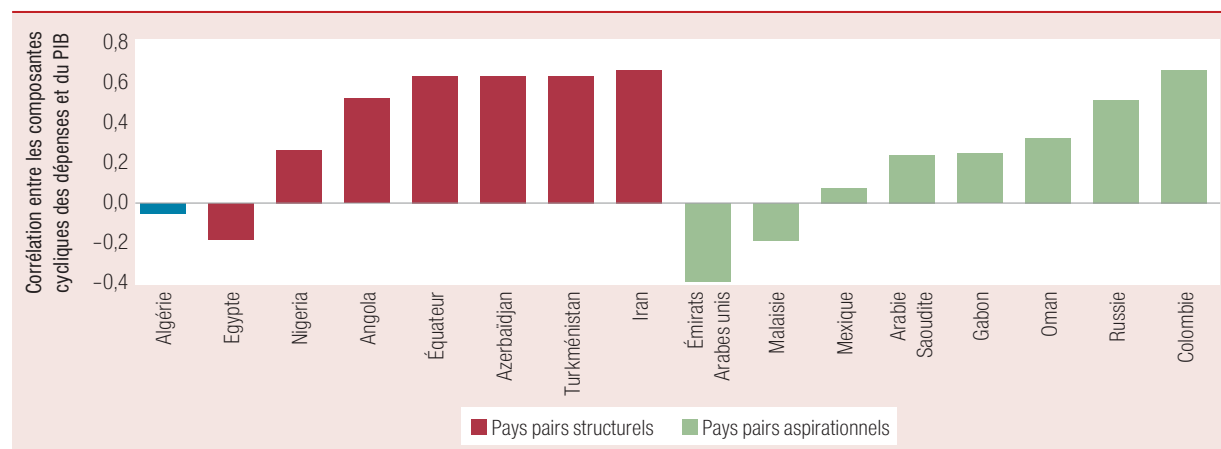
L'évaluation de la relation entre la politique budgétaire et le cycle économique nous permet de comprendre son rôle dans la stabilisation macroéconomique. La politique budgétaire est contracyclique si le déficit budgétaire augmente en période de ralentissement économique et diminue en période de reprise économique. Étant donné qu'une réduction (augmentation) de la fiscalité ou une augmentation (réduction) des dépenses budgétaires sont censées augmenter

(diminuer) la demande globale, une politique contracyclique est souhaitable car elle contribue à stabiliser le cycle économique. En revanche, une politique budgétaire procyclique exacerbera le cycle économique, en réduisant la demande en période de ralentissement et en l'augmentant en période de reprise.

La cyclicité des dépenses est mesurée comme la corrélation entre la composante cyclique des dépenses et celle du PIB. Les composantes cycliques des dépenses et du PIB sont mesurées en appliquant un filtre pour décomposer l'évolution d'une variable en sa tendance à long terme (composante structurelle) et sa fluctuation à court terme (composante cyclique). Les dépenses sont qualifiées de procycliques si leur composante cyclique présente une corrélation positive avec la composante cyclique du PIB, tandis qu'elles sont qualifiées de contracycliques si la corrélation est négative.

Les dépenses globales de l'Algérie sont acycliques, ce qui se compare favorablement aux pays pairs. Au cours des deux dernières décennies, la plupart des pays pairs ont affiché une forte procyclicité des dépenses : ils ont dépensé plus pendant les périodes fastes et moins pendant les périodes difficiles. En Algérie, la corrélation entre la composante cyclique des dépenses et du PIB était de $-0,05$ entre 2002 et 2022, ce qui suggère que les dépenses étaient neutres sur le plan cyclique, une évolution significative par rapport aux schémas de dépenses procycliques des décennies précédentes. (Figure 28).

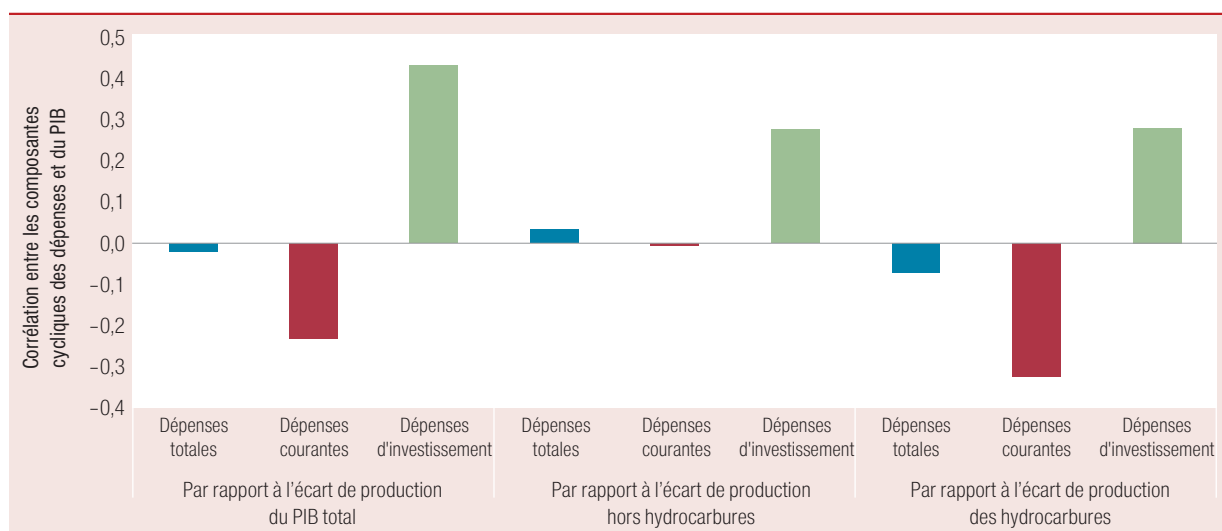
FIGURE 28 • Les dépenses sont moins cycliques en Algérie que dans la plupart des pays pairs



Source : Mdf, ONS, estimations de la BM.

Note : Les pays pairs sont des pays dont les économies présentent des similitudes en termes de taille, de niveau de développement et de rôle du secteur des hydrocarbures dans l'économie. Les pays pairs structurels ont des niveaux de revenus similaires, tandis que les pays pairs ambitieux ont des niveaux de revenus plus élevés.

FIGURE 29 • Les dépenses d'investissement sont procycliques, mais les dépenses courantes sont contracycliques...

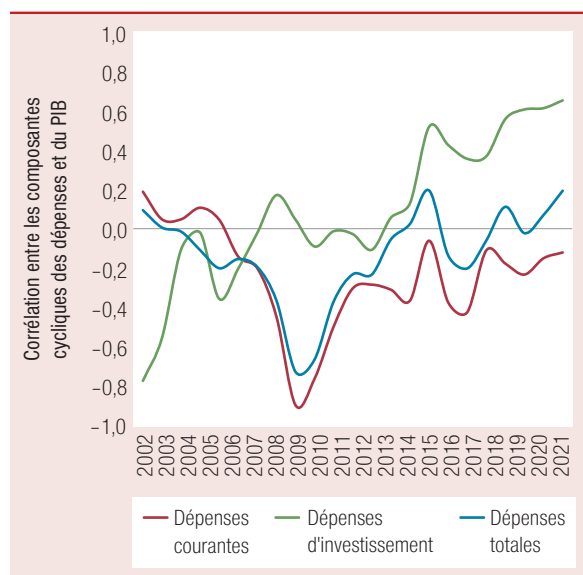


Source : MdF, ONS, estimations de la BM.

Les dépenses courantes ont été utilisées de manière contracyclique au cours des deux dernières décennies, lorsque l'écart de PIB des hydrocarbures s'est creusé. La corrélation entre la composante cyclique des dépenses courantes et la composante cyclique du PIB est négative entre 2000 et 2022, ce qui suggère que les dépenses courantes ont eu un comportement contracyclique, dû à l'augmentation de la masse salariale et des transferts pendant les périodes de ralentissement. Cette relation est due à la corrélation négative avec l'écart de PIB des hydrocarbures, qui suggère que les dépenses courantes ont été augmentées lorsque la production d'hydrocarbures tombe en dessous de son potentiel – quand les quotas de l'OPEC baissent, suivant une baisse des prix du pétrole.

Les dépenses d'investissement, en revanche, ont été fortement procycliques. La corrélation entre la composante cyclique des dépenses en capital et la composante cyclique du PIB a été fortement positive entre 2000 et 2022, ce qui suggère que les dépenses d'investissement ont eu un comportement procyclique. Cette relation est due à la fois à la corrélation positive avec l'écart de PIB des hydrocarbures et l'écart hors hydrocarbures. Dans le premier cas, les dépenses d'investissement ont été réduites lorsque les prix du pétrole, la produc-

FIGURE 30 • ...par conséquent, la politique de dépenses a été acyclique



Source : MdF, ONS, estimations de la BM.

Note: les coefficients présentés sont des moyennes glissantes, pour limiter l'effet des variations de court terme.

tion d'hydrocarbures et les recettes budgétaires ont chuté. Dans le second cas, la relation pourrait également être due à l'effet des dépenses d'investissement sur la croissance – la réduction des investissements publics pouvant entraîner un ralentissement de la croissance.

3. La rigidité des dépenses publiques

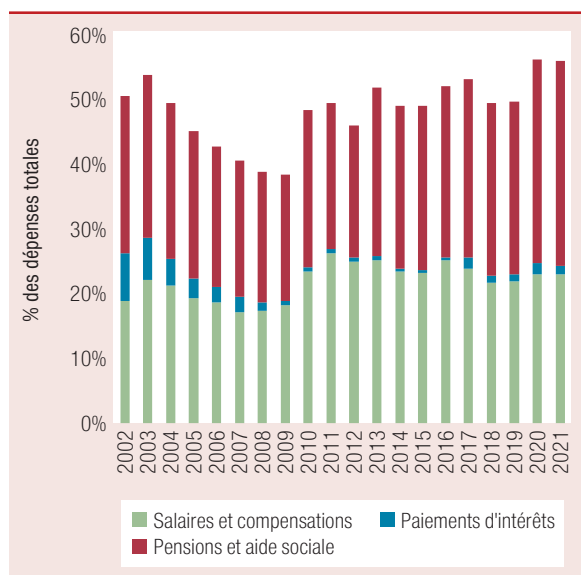
La rigidité des dépenses est définie comme la somme des dépenses publiques qui sont supposées échapper au contrôle des décideurs politiques, au moins à court terme. Si la part des dépenses rigides ou incompressibles est élevée, la politique budgétaire est moins à même de lisser le cycle économique en réduisant les dépenses budgétaires pendant les périodes de reprise économique.

Les salaires et rémunérations, les paiements d'intérêts et les dépenses des retraite et d'assistance sociale sont supposées être des dépenses rigides et, en Algérie, leur part a diminué de 50 % des dépenses (incluant celles des caisses de sécurité sociale) en 2002 à 38 % en 2009. Notamment, les paiements

d'intérêts ont diminué, passant d'un peu moins de 7,4% des dépenses en 2002 à moins de 1% en 2009, alors que l'Algérie remboursait sa dette par anticipation. Puis, au cours des années 2010, la rigidité a augmenté en raison de l'augmentation des dépenses en salaires et de la Caisse Nationale des Retraites, atteignant 55,3 % des dépenses en 2021.

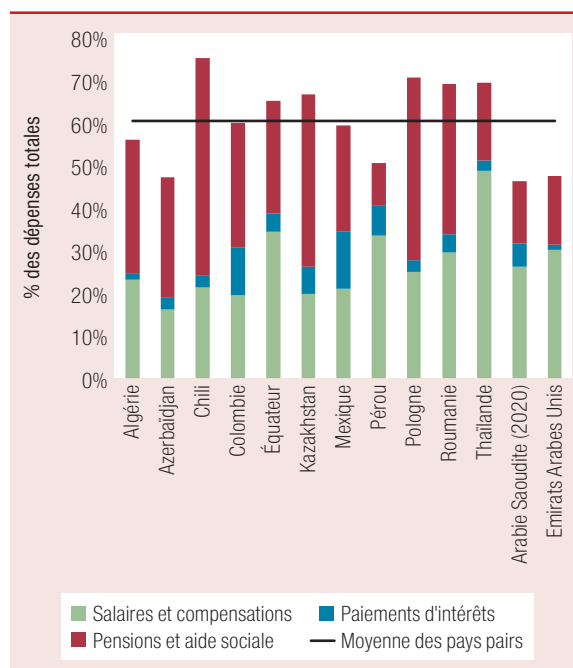
Néanmoins, la rigidité budgétaire est inférieure à la moyenne des pays pairs. Par rapport aux pays pairs régionaux et aspirants (ayant une économie similaire, mais un PIB par habitant plus élevé) pour lesquels des mesures de dépenses sont disponibles, l'Algérie n'affiche pas une rigidité budgétaire particulièrement élevée, bien qu'elle consacre une part relativement importante de ses dépenses totales aux salaires et aux retraites.

FIGURE 31 • La rigidité budgétaire s'est accrue ces dernières années...



Source : Mdf, ONS, estimations de la BM. Les dépenses de pension et d'aide sociale sont mesurées comme la somme des dépenses estimées des caisses de sécurité sociale, des pensions des moudjahidines, des subventions alimentaires et des dépenses en santé. Les dépenses totales incluent donc celles qui sont faites par le biais de caisses de sécurité sociale.

FIGURE 32 • ...mais reste en dessous de la moyenne des pays pairs



Source : Mdf, FMI, estimations de la BM.

ANNEXE 2 : DERNIÈRES SECTIONS SPÉCIALES DES NOTES DE SUIVI DE L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE

Automne 2022 : « Estimer l'activité économique à partir des données d'éclairage nocturne »

Les données sur l'éclairage nocturne sont un outil désormais couramment utilisé pour évaluer l'activité économique. Depuis 2012, les données satellitaires sont disponibles quotidiennement et sont accessibles au public sur le site du Groupe d'observation de la Terre. Pour l'Algérie, le lien empirique entre les données d'éclairage nocturne et l'activité économique est fort, autant pour la production pétrolière (géolocalisée par les sites de torchage de gaz), la production gazière, et l'activité hors-hydrocarbures. La forte corrélation entre l'éclairage nocturne et l'activité hors hydrocarbures permet de mobiliser ces données pour estimer le niveau récent de l'activité économique, et de produire des estimations spatialisées, en niveau et en dynamique de l'activité, utiles dans le cadre d'analyses de développement sectoriel ou local.

Automne 2022 : « Estimation des multiplicateurs de la dépense budgétaire en Algérie »

La hausse marquée de la dépense publique en 2022 pose la question de ses effets sur l'activité économique.

La propension de la dépense publique à soutenir l'activité économique et à générer de l'activité économique additionnelle est capturée par le multiplicateur de la dépense publique. Une analyse conduite sur les données trimestrielles algériennes depuis 2000 trouve un faible effet multiplicateur de la dépense publique algérienne sur le PIB, notamment causé par l'effet d'une hausse sur la dégradation de la balance commerciale, résultant de son impact sur les importations. L'effet d'entraînement de la dépense sur la consommation privée est observé mais il est limité, tandis que l'analyse trouve un effet plus marqué de la dépense publique sur le secteur de la construction et les services non-marchands semblent.

Printemps 2022 : « L'Algérie profite-t-elle de la montée des prix du gaz? »

Les prix à l'exportation du prix du gaz naturel algérien suivent une dynamique distincte des prix de référence du gaz sur les marchés internationaux. Ainsi, si le prix de référence du gaz Henry Hub a gagné près de 50 % entre le T2 et le T3-2021, le prix à l'exportation du gaz naturel algérien n'a augmenté que de 0,5 % sur la même période. En effet, ces prix sont établis contractuellement, parfois sur le long-terme, et sur la base de

négociations bilatérales avec les acheteurs. En outre, un exercice de modélisation économétrique permet d'établir que le prix à l'exportation du gaz naturel algérien est caractérisé par une forte inertie, ainsi qu'un arrimage retardé au prix du pétrole. Le modèle présenté permet d'expliquer 88% de la variation des prix du gaz naturel exporté.

Printemps 2022 : « L'impact des facteurs macroéconomiques sur l'inflation en Algérie »

L'inflation est orientée à la hausse en 2021 et 2022, dans le monde comme en Algérie, mais les causes sous-jacentes varient selon les pays. En Algérie, la hausse des prix qui a débuté en 2021 a été tirée par celle des produits alimentaires. En outre, une modélisation de l'indice des prix à la consommation depuis 2009 permet de déterminer que celui-ci est caractérisé par une forte inertie à court terme mais que la dépréciation du dinar, l'augmentation du prix des produits importés, la hausse de la dépense publique et la hausse de la monnaie en circulation expliquent plus de 40% de la variation de l'IPC après 2 ans. En outre, l'importance de ces facteurs varient selon les catégories de biens et services, reflétant notamment l'intensité de l'importation de ces produits et les caractéristiques du marché algérien tant au niveau de la production que de la distribution.

Automne 2021 : « Évolution de la pauvreté non monétaire et des inégalités en Algérie »

L'indicateur de la pauvreté multidimensionnelle s'est amélioré en Algérie entre 2013 et 2019, traduisant des progrès dans toutes ses dimensions : éducation, santé et conditions de vie. Bien que l'Algérie affiche des résultats honorables dans la région MENA, et malgré des améliorations notables, la pauvreté multidimensionnelle varie considérablement selon les régions et entre les zones rurales et urbaines. Les régions du Nord-Centre et du Nord-Est sont confrontées à des niveaux de privation inférieurs à ceux du reste du pays, tandis que la région des Hauts

Plateaux Centre est confrontée à un niveau de privation plus élevé. Les régions les plus vulnérables ont connu une amélioration plus rapide entre 2013 et 2019, montrant une convergence avec les régions plus riches. La santé et l'éducation sont devenues des dimensions plus importantes de la privation, soulignant les priorités politiques pour le développement humain de l'Algérie.

Automne 2021 : « Résilience de l'Algérie face aux risques climatiques et de catastrophe naturelle »

Le territoire algérien est exposé à un éventail de risques climatiques et géologiques, notamment dans les zones urbaines, qui affichent une croissance démographique rapide et concentrent une part importante de l'activité économique. Les inondations sont les catastrophes les plus fréquentes en Algérie, mais les pertes économiques les plus importantes ont été causées par les tremblements de terre. L'Algérie dispose d'un cadre juridique moderne de gestion des risques de catastrophe (GRC), un cadre clair de prise de décision en matière d'intervention d'urgence, et reconnaît l'importance de protéger les infrastructures stratégiques et les secteurs essentiels. De sérieux efforts de réduction des risques ont été menés, surtout dans la gestion des interventions d'urgence et la reconstruction, au détriment de la prévention. De plus, le partage de l'information n'est pas systématique, entraînant des incohérences, notamment dans la prévention des catastrophes, et l'application de la législation GRC peut être améliorée. Des efforts importants devraient encore être fournis pour la réduction et la gestion globale et intersectorielle des risques climatiques et de catastrophe.

Printemps 2021 : « Effets de la COVID-19 sur les inégalités dans la région MENA et en Algérie »

Les résultats d'enquêtes menées dans la région Afrique du Nord et Moyen-Orient (MENA) confirment que les individus les plus pauvres déclarent dans une plus grande proportion une détérioration

de leurs conditions de vie depuis le début de la crise du COVID-19. Malgré l'absence de données récentes sur le bien-être des ménages en Algérie, les caractéristiques des individus vulnérables suggèrent que les inégalités y ont également augmenté. Ceux-ci sont plus à risque de contracter le COVID-19 ou de perdre leur emploi durant la pandémie, disposent dans de moindres proportions d'une protection sociale adéquate, et risquent d'être affectés disproportionnellement par les ajustements macroéconomiques et fiscaux en cours. Une reprise durable et inclusive nécessitera donc d'offrir aux plus vulnérables l'opportunité de récupérer ce qu'ils ont perdu.

Printemps 2021 : « Vers une réforme équitable du système de santé algérien »

Les conséquences de la pandémie COVID-19 ont montré la nécessité d'une réforme équitable du

système de santé algérien. Bien qu'officiellement le nombre de cas et de décès reste bas, la pandémie a mis en exergue les limites du système de santé. Un double fardeau de maladies transmissibles et non-transmissibles, ainsi que des moyens limités, suggèrent en effet un besoin de le renforcer. Bien que celui-ci bénéficie d'un soutien financier public important et nécessite relativement peu de dépenses individuelles, et bien que l'espérance de vie et la maîtrise des maladies non-transmissibles soient comparables aux pays pairs, les résultats en matière de santé restent en deçà de ceux des pays à revenu moyen-élevé, particulièrement en matière d'équité des conditions de santé de la mère et de l'enfant. Un besoin de moyens physiques et humains, et d'une meilleure répartition de la couverture santé, représentent des défis majeurs. Enfin, la baisse du financement public et de la capacité du système de santé présente des risques pour la résilience du système de santé.

BIBLIOGRAPHIE

Algérie Presse Service

- «Pétrole : L'Algérie réduit sa production de 20 000 bpi supplémentaires en août». (3 juillet 2023)
<https://www.aps.dz/en/economy/48090-oil-algeria-cuts-output-by-further-20-000-bpd-in-august>

Agence internationale de l'énergie

- Rapport de l'AIE sur le marché du gaz, T2-2023.
<https://iea.blob.core.windows.net/assets/6f2f0dcc-72af-4c01-bcc7fbfe690ab521/GasMarketReportQ22023.pdf>

Banque d'Algérie

- Bulletin statistique trimestriel n° 60. Troisième trimestre 2022
<https://www.bank-of-algeria.dz/wp-content/uploads/2023/03/Bulletin-n%C2%B060-fr.pdf>
- Tendances monétaires et financières. Neuf mois 2022
<https://www.bank-of-algeria.dz/wp-content/uploads/2023/03/Note-de-conjoncture-neuf-premiers-mois-2022.pdf>

Commission européenne

- Rapport trimestriel de la Commission européenne sur les marchés européens du gaz, 4e trimestre 2022.

<https://energy.ec.europa.eu/system/files/2023-05/Quarterly%20Report%20on%20European%20Gas%20Markets%20report%20Q4%2022.pdf>

- Données ASAP (Anomaly Hotspots of Agricultural Production). (août 2023)
<https://mars.jrc.ec.europa.eu/asap/country.php?cntry=4>
- Commission européenne Centre commun de recherche (CCR) Surveillance des ressources agricoles (MARS) La troisième sécheresse hivernale consécutive en Algérie entraîne une baisse des rendements céréaliers et des prévisions de production.
https://mars.jrc.ec.europa.eu/asap/files/special_focus_2023_05.pdf

Office national des statistiques

- L'indice des prix à la consommation, juin 2023.
https://www.ons.dz/IMG/pdf/I.IPC_juin2023.pdf
- L'indice des prix à la consommation, mars 2023.
https://www.ons.dz/IMG/pdf/i.IPC_Mars2023.pdf
- Prix à la production industrielle. 1^{er} trimestre 2023.
<https://www.ons.dz/IMG/pdf/I.ipi1T2023.pdf>
- Indices de valeur unitaire du commerce extérieur de marchandises. 1er trimestre 2023.
<https://www.ons.dz/IMG/pdf/I.IVU1T2023.pdf>
- Comptes nationaux trimestriels. 1^{er} trimestre 2023
<https://www.ons.dz/IMG/pdf/CNT1T2023.pdf>
- Les tableaux d'entrée-sortie 2019 à 2021.
https://www.ons.dz/IMG/pdf/TES2019_2021.pdf

Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)

- Rapport mensuel de l'OPEP sur le marché du pétrole. (10 août 2023)
https://momr.opec.org/pdf-download/res/pdf_delivery_momr.php

Premier ministre

- Plan d'action du gouvernement pour la mise en œuvre du programme du président de la République
<https://premier-ministre.gov.dz/fr/document/plan-d-action-du-gouvernement-pour-la-mise-en-oeuvre-du-programme-de-monsieur-le-president-de-la-republique-septembre-2021>

Sonatrach

- Rapport annuel de Sonatrach, 2022, p. 41)
<https://sonatrach.com/wp-content/uploads/2023/08/RAPPORT-ANNUEL-2022-FR.pdf>

Banque mondiale

- Données de la Banque mondiale sur les prix des produits de base (The Pink Sheet)
<https://thedocs.worldbank.org/en/doc/5d903e848db1d1b83e0ec8f744e55570-0350012021/related/CMO-Historical-Data-Monthly.xlsx>
- Mise à jour économique de l'Algérie. "Les vents restent favorables". Printemps 2023
<https://elibrary.worldbank.org/doi/abs/10.1596/39928#>

- Mise à jour économique de l'Algérie. "Maintenir le cap de la transition". Automne 2022
<https://documents1.worldbank.org/curated/en/099521001042311492/pdf/IDU04c80cab60e1b5043f90af9105c50f444df02.pdf>
- Mise à jour économique de l'Algérie. "Renforcer la résilience en période de prospérité". Printemps 2022.
<https://documents1.worldbank.org/curated/en/099703007292212973/pdf/IDU00bf8048202e6a044c6086e502ff3eb95dc37.pdf>
- Mise à jour économique de l'Algérie. "Redresser l'économie algérienne après la pandémie". Automne 2021
<https://documents1.worldbank.org/curated/en/667961640162288726/pdf/Algeria-Economic-Monitor-Restoring-the-Algerian-Economy-after-the-Pandemic.pdf>
- Mise à jour économique de l'Algérie. "Accélérer le rythme des réformes pour protéger l'économie algérienne". Printemps 2021.
<https://documents1.worldbank.org/curated/en/328771626885466026/pdf/Algeria-Economic-Monitor-Accelerating-Reforms-to-Protect-the-Algerian-Economy.pdf>
- Mise à jour économique de l'Algérie. "Lutter contre la pandémie de COVID-19 et initier des réformes structurelles". Automne 2020
<https://documents1.worldbank.org/curated/en/336441610722601742/pdf/Algeria-Economic-Monitor.pdf>



LA BANQUE MONDIALE

1818 H Street, NW
Washington, DC 20433